

# AFRIQUE

## Sahel : la lutte contre les djihadistes semble impossible

22 octobre 2019

### Rappel du contexte

Face aux attaques djihadistes, force est de constater que la force multinationale (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad) qui devait comprendre 5.000 hommes, l'opération Barkhane (4.500 militaires), et la Minusma (Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation pour le Mali, 13.000 hommes) n'arrivent pas à faire front.

Depuis plusieurs mois, le nord du Burkina et le centre du Mali subissent des attaques djihadistes. Les attaques terroristes dans l'espace du G5 Sahel ont fait 500 victimes de juin à septembre 2019. Des analystes pensent que plusieurs groupes terroristes seraient à la manœuvre dans ces récentes attaques. Et posent la question de leur possible collaboration.

Mi-septembre, les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont donc décidé d'un plan d'un milliard de dollars sur quatre ans pour éviter notamment que les jihadistes étendent leurs attaques aux pays situés plus au sud.

Le président de la commission de la Cédéao, Jean-Claude Brou, a planté le décor : "2.200 attaques ces quatre dernières années, 11.500 morts, des milliers de blessés", "des millions de déplacés", une "activité économique considérablement affectée", des "conflits intercommunautaires exacerbés" au Sahel et une menace qui s'étend au Sud.

### G5 Sahel : vers une plus grande coopération des polices aux frontières

Les pays du G5 Sahel veulent « dynamiser » l'action de leurs polices aux frontières pour mieux lutter contre le trafic d'armes et le terrorisme.

Dans la lutte contre le terrorisme, il y a les militaires, mais aussi les forces de police.

Depuis 2017, ce sont les polices des frontières qui sont sollicitées pour renforcer la surveillance entre les pays du G5 Sahel. Des policiers plus proches des populations locales et qui doivent travailler à une meilleure implication des civils pour relever le défi sécuritaire.

Kaka Abdoulaye, le coordinateur de la plateforme de coopération en matière de sécurité du G5 Sahel, explique : « *Autour des problèmes majeurs comme le terrorisme qu'il y a entre le Niger et le Burkina Faso, entre le Mali et le Burkina, il y a la criminalité organisée, la fraude. Il est clair que le terrorisme se nourrit des trafics qui sont entretenus* ».

### Au Mali

Au Mali les violences jihadistes se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant à des conflits intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts.

De larges pans du territoire échappent au contrôle du pouvoir central malien.

Les doutes sont renforcés quant à la capacité du gouvernement à faire face à la situation, malgré l'appui de missions armées française (Barkhane), africaine (le G5 Sahel) et onusienne.

La dégradation va de pair avec une sévère crise humanitaire (4 millions de personnes), près de 170.000 personnes déplacées et 1/5<sup>e</sup> de la population ayant besoin d'une aide humanitaire.

Selon le dernier rapport de la Minusma (la force de l'ONU), entre juin et septembre, les groupes jihadistes ont mené 62 attaques au Mali. Près d'un tiers se sont déroulées dans les régions du centre.

Le 30 septembre notamment, une double attaque a tué plus de 80 soldats maliens.

Les populations locales doutent de l'efficacité de la Minusma, au point d'avoir manifesté pour réclamer son départ.

### Au Burkina Faso

Le Burkina Faso, pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, est pris depuis quatre ans et demi dans une spirale de violences, attribuées à des groupes armés jihadistes.

Depuis début 2015, les attaques jihadistes, de plus en plus fréquentes et meurtrières, surtout dans le nord et l'est, ont fait plus de 585 morts, selon un comptage de l'AFP.

Les attaques contre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité se multiplient, malgré des opérations dans différentes régions.

Ouagadougou, la capitale, a été touchée à trois reprises par des attentats.

La sécurisation de l'arsenal des forces armées est devenue un véritable enjeu.

Car les bases militaires, gendarmeries, postes de police sont de plus en plus la cible d'attaques qui permettent aux assaillants de voler du matériel.

Ces attaques ont créé une crise humanitaire avec près de 300.000 déplacés qui ont fui le nord et l'est pour se réfugier plus au sud où la pression jihadiste est moins forte.

Les attaques ont aussi attisé les violences intercommunautaires.

Et environ 2.000 écoles sont fermées.

Face à la multiplication des attaques dans les régions du Sahel, du Nord, et du Centre-Nord, les gouverneurs respectifs de ces régions ont annoncé des mesures, réduisant la circulation dans leurs régions.

Comme au Mali, des manifestants ont dénoncé la présence de forces étrangères.

Selon les organisateurs du rassemblement, la présence de forces étrangères ne vise qu'à « renforcer la domination des ex-puissances coloniales et le pillage des ressources naturelles » de leurs pays.

« **La lutte contre le terrorisme** est devenue, de nos jours, un prétexte pour les forces étrangères de s'installer dans les pays de la sous-région. Leur seul objectif : exploiter les ressources telles que l'uranium, le gaz, le pétrole, l'or et le diamant, entre autres », a déclaré Gabin Korbeogo, président de l'Organisation démocratique de la jeunesse.

Sources : RFI, AFP

## **La Russie étale ses armes pour séduire l'Afrique**

*24 octobre 2019*

Kalachnikovs dernier cri, systèmes de défense anti-aérienne et programmes de reconnaissance faciale : le complexe militaire russe a exposé au premier forum Russie-Afrique toute sa panoplie pour charmer le continent africain, qui pèse lourd dans son carnet de commandes.

"L'Afrique représente 40% du volume du portefeuille de commandes actuelles", a assuré à l'AFP Alexandre Mikheev, patron de Rosoboronexport, la société publique russe chargée des ventes d'armements.

Dans les allées du premier forum économique russo-africain à Sotchi, où Vladimir Poutine a reçu depuis mercredi plus de quarante chefs d'état et de gouvernement africains, les stands des entreprises d'armement se taillent la part du lion.

Une grande partie des contrats concerne également la formation de personnel dans le cadre des accords de coopération militaire signés entre la Russie et des pays africains, ainsi que des programmes de "modernisation et réparation" d'armements anciens.

Vladimir Poutine a indiqué que la Russie continuerait à aider les pays africains en effaçant leurs dettes. Une méthode déjà utilisée en Algérie et en Libye dans les années 2000, effaçant la dette en échange de gigantesques contrats d'armement.

Source : AFP

## **Poutine dit vouloir doubler les échanges entre la Russie et l'Afrique**

*23 octobre 2019*

Une quarantaine de dirigeants africains sont à Sotchi pour le premier sommet Russie-Afrique. Moscou veut doubler, d'ici cinq ans, ses échanges avec le continent. En 2018, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique se sont élevés à environ 20 milliards de dollars. C'est beaucoup plus qu'il y a quelques années, mais c'est dix fois moins que la Chine.

Pour Vladimir Poutine, il faut que cela augmente plus vite.

Le président russe a également promis de poursuivre sa politique d'effacement de la dette. Un point-clé de la stratégie russe de Moscou déjà utilisé ces dernières années pour négocier en échange des contrats d'armements ou dans le nucléaire civil.

Source : AFP

## **L'Afrique a beaucoup à gagner d'une zone interne de libre-échange**

*17 octobre 2019*

Le FMI et la Banque mondiale encouragent les pays d'Afrique à surmonter les obstacles à l'instauration de leur vaste zone de libre-échange, potentiellement le plus grand marché au monde, susceptible de favoriser durablement la croissance sur le continent.

La Zone de libre-échange continentale (Zlec), lancée en juillet au Niger, avec l'objectif d'un démarrage en juillet 2020, a été signée par la totalité des pays d'Afrique, sauf l'Erythrée. L'Union africaine estime que la Zlec permettra d'augmenter de près de 60% d'ici à 2022 le commerce intra-africain et de donner un coup de fouet à l'ensemble de ses économies.

Source : AFP

## **Malgré les risques, plus de 90% des migrants africains prêts à nouveau à voyager vers l'Europe**

*21 octobre 2019*

Une étude de l'ONU sur les migrations montre que 93% des Africains qui se rendent dans des pays européens en empruntant des routes irrégulières le feraient de nouveau, malgré le danger souvent mortel qui les menace.

L'étude constate que trouver un emploi n'est pas la seule motivation pour se déplacer ; que tous les migrants irréguliers ne sont pas « pauvres » en Afrique et n'ont pas un niveau d'éducation plus bas.

Environ 58% d'entre eux avaient un emploi ou étaient à l'école au moment de leur départ, la majorité d'entre eux travaillaient, gagnant un salaire correct. Mais environ la moitié de ceux qui travaillaient ont déclaré qu'ils ne gagnaient pas assez.

Selon le PNUD, la honte apparente de ne pas réussir leur « mission » d'envoyer des fonds suffisants apparaît comme un facteur important du maintien des migrants en Europe. Environ 53% ont reçu un soutien financier de la part de leur famille et de leurs amis, et une fois en Europe, environ 78% envoient de l'argent.

Source : ONU

## **Nigeria : nouveau raid de la police pour secourir des élèves dans une école Almajiri**

*20 octobre 2019*

Au Nigeria, 9 millions d'enfants et d'adolescents seraient enrôlés dans ce type d'écoles islamiques privées, appelées « écoles Almajiri ». Elles sont très répandues dans le nord, surtout musulman, où la pauvreté est très élevée et où les services publics sont souvent absents.

Il s'agit souvent de la seule alternative pour la scolarisation des enfants les plus pauvres. Pour certains parents, c'est aussi une manière de placer un enfant difficile, délinquant ou sous addiction à la drogue...

La consommation de drogues est élevée.

Les dérives sont nombreuses et ces institutions se transforment parfois en véritables « *maisons de l'horreur* ». Consciente du problème, la présidence nigériane a fait part, en juin, de sa volonté de réformer le système Almajiri. La multiplication des raids pourrait être le signe que les autorités ont décidé de passer à l'action.

La police a annoncé le 19 octobre avoir mené un nouveau raid. 150 élèves étaient détenus, victimes d'abus et de traitements dégradants au quotidien. En quelques semaines, près de 1 000 jeunes ont été libérés par la police au cours d'interventions dans des écoles religieuses du nord du pays.

Source : RFI

## **Nouveau bras de fer entre l'Etat nigérian et les majors pétrolières**

*16 octobre 2019*

62 milliards de dollars : c'est le montant, exorbitant, exigé par le Nigeria des majors pétrolières opérant sur son territoire, qui ont décidé de contre-attaquer devant les tribunaux. Un combat de titans que le gouvernement n'est pas assuré de remporter.

Selon les informations obtenues par l'AFP, cinq affaires sont en cours devant la Haute Cour fédérale de justice nigériane, pour contester la demande du gouvernement, qui affirme vouloir un meilleur partage des revenus pétroliers dans le principal pays producteur de brut du continent africain.

Le Nigeria, qui vient de proposer un budget historique - près de 34 milliards de dollars - pour 2020, pourrait chercher à se renflouer dans un contexte économique difficile. En attendant l'instruction des dossiers en cours, le gouvernement a initié des discussions en vue d'un règlement à l'amiable avec les pétroliers impliqués.

Source : AFP

## **Deux mois de fermeture des frontières au Nigeria : un bilan mitigé**

*15 octobre 2019*

Voilà bientôt deux mois que le Nigeria, géant économique de 190 millions d'habitants a fermé ses frontières, interdisant toute exportation ou importation de biens avec ses voisins, et particulièrement avec le Bénin, officiellement pour endiguer le commerce de contrebande et stimuler son économie nationale.

Cette mesure économique ultra-protectionniste est sans aucun doute une "catastrophe" pour le Bénin voisin, mais même au Nigeria, elle reste incomprise et pourrait avoir de lourdes conséquences pour les Nigériens les plus pauvres.

Source : AFP

## **Fermeture de la frontière avec le Nigeria : au Niger, l'économie locale souffre**

*14 octobre 2019*

Les 1500 km de frontière entre le Niger et le Nigeria sont toujours fermés sur décision du président nigérian Buhari. La région de Maradi, côté nigérian, commence à ressentir les effets négatifs de cette fermeture sur l'économie locale.

Tout tourne au ralenti. Les commerçants et les transitaires ne comprennent pas la décision du grand frère nigérian.

L'exportation du bétail, qui constitue une des principales mamelles de l'économie régionale, est en chute libre.

Source : RFI

## **Tchad : des députés appellent à un cessez-le-feu dans le nord du pays**

*20 octobre 2019*

Au Tchad, un groupe de députés appelle au cessez-le-feu dans la province du Tibesti frontalière avec le sud libyen où des informations font état d'affrontements entre les forces gouvernementales et les comités d'autodéfense qui indiquent vouloir défendre leur territoire contre une exploitation injuste des gisements aurifères.

Source : RFI

## **Le Tchad et la France intensifient leur coopération militaire**

*5 octobre 2019*

L'information est passée quelque peu inaperçue, mais la France et le Tchad ont signé il y a un mois à Ndjamena six accords de coopération militaire.

Il s'agit de six conventions de coopération bilatérale qui visent à moderniser et former les forces de sécurité tchadiennes durant les trois prochaines années.

Une aide directe à Ndjamena en plus de l'appui que la France apporte à la force conjointe du G5 Sahel, dont le Tchad est l'un des principaux membres.

2,7 millions d'euros rien que pour 2019.

Un axe important : un appui à la Garde nomade mobile chargée d'assurer la sécurité de la vaste zone désertique aux confins de la Libye et du Soudan, un repaire de groupes rebelles et d'orpailleurs illégaux.

Source : RFI

## **Total assigné en justice par six ONG en France pour un projet en Ouganda**

*24 octobre 2019*

Six ONG ont assigné en justice le groupe Total à propos d'un important projet pétrolier en Ouganda. Il s'agit de 2 ONG françaises et 4 ougandaises. En juin dernier, **elles ont demandé à Total** de respecter la loi dite « Rana Plaza », du nom de l'immeuble qui s'est effondré en 2013 au Bangladesh, provoquant la mort de plus de 1 000 personnes.

Cette loi impose aux multinationales françaises d'établir un plan de vigilance, pour « *prévenir les atteintes graves envers les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement* ».

Total opère le projet « Tilenga », aux côtés d'une compagnie chinoise et d'une compagnie britannique, qui prévoit de forer plus de 400 puits de pétrole, la plupart situés dans un parc naturel.

Les ONG dénoncent l'accaparement de terres et de maisons appartenant aux particuliers. L'exploitation du site menacerait également une faune abondante et diversifiée.

Les ONG ont donc assigné le groupe Total en référé, c'est-à-dire en urgence. Le tribunal de Nanterre a fixé une audience au 8 janvier prochain.

Source : RFI

## **La Centrafrique demande à la Russie de renforcer son aide militaire**

*23 octobre 2019*

### Rappel du contexte

La Centrafrique, l'un des pays les plus pauvres du continent, est ravagé par une guerre civile depuis que la Séléka, une coalition ethnique musulmane de groupes armés, a renversé le régime du président François Bozizé en 2013.

Le 6 février 2019, le gouvernement et 14 groupes armés ont signé un accord de paix, censé mettre un terme aux combats opposant les rebelles aux forces loyalistes mais aussi entre ces groupes armés rivaux, qui contrôlent 70% du territoire.

Depuis le début de la guerre civile, l'embargo sur les armes était total pour le pays même s'il a bénéficié depuis 2017 de quelques exemptions accordées par l'ONU, notamment à la Russie et à la France. Combattre les groupes armés est donc difficile, d'autant plus que ceux-ci s'approvisionnent facilement en armes.

### L'embargo sur les armes n'est pas totalement levé

Le 14 septembre, l'embargo a été nettement assoupli.

La Russie fournit déjà beaucoup d'armes à la Centrafrique, mais le président Faustin-Archange Touadéra en demande davantage à son homologue russe Vladimir Poutine, afin de pouvoir combattre efficacement les groupes armés.

Vladimir Poutine qualifie la Centrafrique de "partenaire prometteur".

Ce pays regorge en effet de gisements d'aluminium, de cuivre, d'or, de *diamant*, d'uranium et de puits de *pétrole*

Sources : AFP, RFI

## **Invisible Children dénonce les violences contre les civils en RDC et Centrafrique**

*8 octobre 2019*

L'ONG Invisible Children dénonce plus de 300 attaques contre des civils dans le nord-est de la RDC et dans l'est de la Centrafrique depuis le début de l'année. Entre janvier et septembre 2019, selon son dernier rapport, 72 civils ont été tués et 265 autres enlevés.

Plusieurs groupes armés sont responsables de ces exactions selon Invisible Children.

Les adultes sont utilisés comme porteurs et relâchés, les enfants seraient eux enrôlés de force. En cause, la quasi-absence de l'autorité de l'État la présence humanitaire réduite. Du coup, les enfants qui parviendraient à s'échapper de ces groupes armés n'auraient personne pour les prendre en charge.

Source : RFI

## **La Centrafrique et Madagascar parmi les pays les plus touchés par la faim**

*16 octobre 2019*

Selon l'Indice de la faim dans le monde, un bilan annuel compilé par deux ONG, Concern Worldwide and Welthungerhilfe, la crise alimentaire à Madagascar et en Centrafrique est très préoccupante. Le Tchad fait également partie des pays où la situation est alarmante.

En Centrafrique, la situation est si grave et depuis si longtemps que la moitié des enfants de moins cinq ans sont trop petits pour leur âge. C'est, encore et toujours, en Afrique subsaharienne que **la sous-alimentation est la plus élevée au monde.**

Madagascar fait également partie des cinq pays les plus touchés par la faim. Le Grand Sud de l'île, au climat semi-aride, est de plus en plus confronté à la sécheresse dû au changement climatique.

Source : RFI

## **RDC : des groupes armés continuent à sévir**

*23 octobre 2019*

### Rappel du contexte

A l'est de la RDC les forces de sécurité congolaises se battent au quotidien avec le concours de la MONUSCO (force de l'ONU) contre des groupes armés. Dont Daech.

Récemment encore des groupes armés ont tué des dizaines de civils, en raison de conflits ethniques.

Ces vagues successives de violence ont entraîné des déplacements massifs. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), au moins 230.000 personnes ont été déplacées en Ituri depuis juin, et plus de 20.000 autres ont été déplacées au Sud-Kivu.



## La RDC manque de financements pour les déplacés, notamment en Ituri

11 ONG tirent la sonnette d'alarme sur le manque de financements pour venir en aide aux centaines de milliers de personnes déplacées en Ituri, dans l'est de la RDC. Dans cette région, on compte au total au moins 570 000 déplacés dans le besoin selon Ocha, le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU.

## Sud-Kivu : Minembwe au cœur de conflits communautaires sur fond de tensions régionales

Dans le Sud-Kivu, des attaques contre les civils et affrontements entre les groupes armés se multiplient ces derniers mois. La commune rurale de Minembwe est l'un des points de tension les plus importants.

L'armée congolaise et la Monusco renforcent leur présence. La communauté banyamulenge se dit menacée par des combattants, congolais comme étrangers.

Parmi les combattants, les Yakutumba et autres groupes maï-maï sont sans doute les plus importants.

Sources : RFI, ONU

## **Soudan du Sud : toujours pas de fin définitive à la guerre civile**

*22 octobre 2019*

### Rappel du contexte

Le 12 novembre, le chef rebelle Riek Machar est censé rentrer à Juba pour occuper le poste de premier vice-président, avant la formation d'un gouvernement d'union nationale.

La dernière fois que Riek Machar était rentré définitivement au pays, c'était en 2016. Mais la guerre avait repris peu après.

Plus d'un an après la signature de l'accord de paix, son application accuse un retard chronique. Deux points sont particulièrement sensibles : la sécurité entourant le retour du chef rebelle et les divisions administratives du pays, le président Kiir étant accusé de vouloir favoriser son ethnie, les Dinkas.

### Encore un échec

Riek Machar était à Juba. Mais malgré plusieurs rencontres avec le chef de l'État, sa visite n'a pas fait bouger les lignes.

La situation est toujours confuse au Soudan du Sud.

Riek Machar est reparti à Khartoum, son lieu d'exil, sur un constat d'échec.

Selon son entourage, l'opposant ne rentrera pas le 12 novembre et ne participera pas au gouvernement, au moins tant que l'armée unifiée ne sera pas opérationnelle...

La formation de cette force de 83 000 soldats et anciens rebelles accuse un énorme retard.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit déçu par l'intransigeance de Riek Machar.

## Les États-Unis prennent des sanctions contre des hommes d'affaires sud-soudanais

Les États-Unis continuent de mettre la pression contre le pouvoir au Soudan du Sud. Le Trésor américain a pris des sanctions contre deux hommes d'affaires et les six sociétés qu'ils contrôlent. Ils sont accusés de corruption et de fraudes multiples en lien avec des officiels du gouvernement à Juba.

Très bien connectés au sein du pouvoir, ils sont désormais sur la liste noire du Trésor américain. Les avoirs aux États-Unis d'Ashraf Seed Ahmed al-Cardinal et Kur Ajing Ater sont gelés. Toute transaction impliquant des Américains leur est également interdite.

La sous-secrétaire d'État américaine Sigal Mandelker explique que les activités de ces deux individus alimentent la guerre civile dans le pays. Les deux hommes d'affaires et six de leurs sociétés servaient notamment à préserver l'argent d'officiels sud-soudanais déjà sous sanctions, afin qu'ils puissent conserver leur fortune hors du pays.

Ils ont également versé des pots-de-vin afin de décrocher des marchés publics, alimentant un vaste système de corruption impliquant des responsables du gouvernement. Une de ces entreprises a même importé des véhicules blindés utilisés par l'armée contre des civils.

## Crise humanitaire

Le Soudan du Sud représente la plus grande crise de réfugiés en Afrique, avec près de 2 millions de déplacés internes et plus de 2 millions de Sud-Soudanais réfugiés en Ouganda, Éthiopie, Kenya, République centrafricaine et République démocratique du Congo.

Et plus de la moitié des 6,35 millions de Sud-Soudanais sont toujours confrontés à une grave insécurité alimentaire, même si les différentes agences de l'ONU aident de leur mieux la population.

Un progrès toutefois, dans le pays il faut noter le maintien du cessez-le-feu permanent dans la plupart du pays. Malgré la réduction des violences, les obstacles administratifs aux livraisons humanitaires demeurent malheureusement encore trop fréquents.

D'autre part, si des progrès ont été accomplis, il faut noter que les violences sexuelles se poursuivent à des niveaux élevés, avec une forte impunité, pendant que des enfants continuent d'être recrutés de force comme soldats, notamment par l'opposition.

## **Soudan : de nombreuses ruptures avec l'ancien régime**

*22 octobre 2019*

## La purge des caciques de l'ex-régime se poursuit

Le gouvernement soudanais continue d'assainir l'appareil d'État en évinçant les cadres de l'ancien régime. Après la purge le mois dernier dans l'enseignement supérieur, ce sont de hauts responsables de l'ancien régime qui ont été démis de leur fonction.

Des têtes commencent également à tomber au sein des grandes compagnies nationales.

Ce mercredi 16 octobre, le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a remplacé Mahjoub Othmane, le directeur de la compagnie nationale minière. Deux hauts responsables ministériels ont également été remplacés. Les membres de l'ancien régime sont encore très nombreux à occuper des postes au sein de l'appareil d'État.

Alors que certains considèrent le parti mort avec le départ d'Omar el-Bécher, d'autres estiment qu'il reste dangereux. Le ministre des Finances appelle à saisir les bureaux et les avoirs du parti Congrès national pour les vendre aux enchères et pour rembourser une partie de la dette du Soudan.

Ce lundi 21 octobre, des milliers de personnes s'étaient rassemblées dans les rues de Khartoum pour réclamer l'interdiction de l'ancien parti au pouvoir.

Les défilés ont eu lieu dans une ville strictement bouclée par les forces armées.

### Une femme nommée à la tête de la Cour suprême au Soudan

C'est une première historique au Soudan : une femme nommée à la tête de la Cour suprême. Neemat Abdallah Mohamed Khair est une juge expérimentée et connue pour son intégrité. Elle a été choisie alors que depuis des semaines des manifestations réclament une justice plus indépendante dans le pays.

À la différence d'autres juges, qui ont longtemps servi les intérêts de l'ancien régime, la magistrate a toujours su rester neutre. Elle est notamment connue pour un arrêt, pris en novembre 2016, qui a sauvé une église d'Omdurman, près de Khartoum. Un homme d'affaires proche du pouvoir souhaitait détruire l'édifice.

Son arrivée tombe en même temps que celle de Tag Alsir Ali Alhibir. Cet ancien avocat respecté devient procureur général. De quoi apporter du sang neuf au sommet du secteur judiciaire. D'autant que depuis plusieurs semaines, des activistes prodémocratie exigent que les occupants de ces postes soient remplacés à cause de leurs liens avec l'ancien régime.

### Une ministre saisit la justice contre un prédicateur extrémiste

Le prédicateur Abdel-Hay Youssef a accusé de mécréance la ministre de la Jeunesse et des Sports. Un collectif de 7 avocats a décidé de prendre la défense de la ministre, tout comme son collègue ministre des Affaires religieuses.

Le prédicateur intégriste a aussi critiqué la ministre pour avoir organisé le premier championnat de football de femmes.

Abdel-Hay Youssef était déjà connu pour ses discours qui diffusent la haine et ses fatwas qui visent particulièrement les femmes.

Durant trente ans, le régime d'Omar el-Béchir s'est servi de ce salafiste endurci pour opprimer la femme, assurent les avocats.

Selon Mohamad Youssef Mohamad, l'un des avocats, le prédicateur Abdel-Hay Youssef ne saisit pas encore la réalité du changement qui a eu lieu au Soudan.

Les avocats érigent cette affaire en symbole pour un nouveau Soudan et d'un État de droits. Le ministre des Affaires religieuses, qui a pris la défense de la ministre, a déclaré vouloir légiférer bientôt contre les pratiques religieuses extrémistes.

### Le Premier ministre s'attaque à l'influence des Frères musulmans dans les universités

Le Soudan est aidé financièrement par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, ennemis traditionnels du mouvement des Frères musulmans.

Le Premier ministre engage une guerre contre le pouvoir des Frères musulmans.

En commençant par l'Université : le Premier ministre a démis de leurs fonctions, début octobre, 35 directeurs et présidents de conseils administratifs dans les universités publiques.

Cela a été largement salué sur les réseaux sociaux.

Pour certains observateurs, c'est un prélude pour récupérer le prestige des universités soudanaises et pour éviter l'islamisation de l'enseignement supérieur. De nombreux Soudanais souhaitent que cette purge soit élargie à d'autres secteurs publics, toujours contrôlés par les Frères musulmans.

Source : RFI

## **Soudan : les négociations avec les groupes armés progressent ; l'aide humanitaire peut enfin passer**

*24 octobre 2019*

Le 11 septembre, un cessez-le-feu permanent, global et sans condition avait été décrété avec **plusieurs groupes armés**. Réussir la paix au Soudan est une condition préalable pour une levée de sanctions qui visent Khartoum et pour le retrait du Soudan de la liste noire américaine des pays qui soutiennent le terrorisme.

Mais la première étape des pourparlers entre les autorités et des groupes rebelles s'est heurtée à l'absence d'un des principaux groupes armés : le mouvement de libération du Soudan/Nord (MLS/Nord), dirigé par Abdel Aziz el Helou.

Motif avancé : des affrontements qui ont eu lieu dans le Sud-Kordofan le 13 octobre. Selon le MLS/Nord, les forces gouvernementales de soutien rapide sont sorties de leur zone pour enlever 13 citoyens dans un territoire sous leur contrôle. Un incident jugé « regrettable » par le gouvernement qui a promis de traduire les responsables devant la justice.

Malgré tout, des accords ont été signés avec le Front populaire pour la libération du Soudan et le Front révolutionnaire, 2 autres groupes rebelles.

Le Premier ministre Abdalla Hamdok a de nouveau rappelé son attachement à la paix.

Un préalable indispensable, selon lui, pour enraciner la « *démocratie* » soudanaise et « *pour résoudre la crise économique* ». Il a par ailleurs souligné que « *les zones de conflits* » étaient « *riches en ressources* », mais qu'elles n'avaient pu être exploitées en raison des violences.

Ce lundi, le gouvernement a autorisé l'acheminement de l'aide humanitaire dans les régions déchirées par la guerre à savoir l'État du Darfour, du Kordofan du Sud, du Nil Bleu et des Monts Nouba. Des régions où l'aide humanitaire a longtemps été coupée sous l'ancien régime.

Et enfin, un soutien a pu être apporté à des habitants de l'État du Kordofan du Sud, côté soudanais. Des zones où l'aide humanitaire était impossible depuis 2011. C'est donc une avancée majeure pour le directeur du PAM.

Source : RFI

## **Choléra au Soudan : l'ONU a besoin de 20 millions de dollars pour répondre à l'épidémie**

*4 octobre 2019*

L'ONU a lancé un plan de réponse et de prévention du choléra au Soudan où l'épidémie a déjà fait au moins 8 morts dans le sud-est du pays depuis septembre.

Ce plan de lutte contre le choléra requiert un financement de 20 millions de dollars qui doit être mobilisé d'urgence.

Dans ses prévisions, les Nations Unies estiment qu'il faut s'attendre à plus de 13.000 cas de choléra au Soudan au cours des six prochains mois. Les partenaires humanitaires se préparent aussi à soutenir et à fournir des services de santé directs à un million de personnes - y compris aux réfugiés vivant dans les camps.

L'autre volet de la riposte consistera à apporter une aide à près de 2,5 millions de personnes, notamment en leur fournissant de l'eau potable, mais aussi des projets d'assainissement et d'hygiène. Le plan de réponse et de prévention du choléra vise également à venir en aide à des centaines de milliers d'enfants souffrant de malnutrition sévère.

Source : ONU

## **Corne de l'Afrique : une nouvelle sécheresse inquiète les humanitaires**

*24 octobre 2019*

Près de 14 millions de personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire après plusieurs saisons des pluies très décevantes dans la Corne de l'Afrique.

C'est la troisième sécheresse sévère en moins de dix ans.

Source : RFI

## **Barrage de la Renaissance : le ton monte entre l'Éthiopie et l'Égypte**

*22 octobre 2019*

Le « grand barrage de la Renaissance », infrastructure unique en Afrique, construite par l'Éthiopie sur le Nil Bleu, est aux deux-tiers achevée. Les Éthiopiens veulent désormais remplir le réservoir le plus vite possible. Ce que refusent les Égyptiens qui craignent une forte baisse de leurs ressources en eau.

Les tensions continuent entre l'Égypte et l'Éthiopie concernant ce barrage, alors que la sécheresse s'annonce dans la Corne de l'Afrique. Le Premier ministre éthiopien a déclaré « qu'aucune force ne pourrait empêcher l'Éthiopie de construire le barrage ».  
« Si nous devons entrer en guerre, nous pouvons mobiliser des millions de personnes ».

Des propos surprenants de la part d'un Abiy Ahmed célébré dans le monde entier depuis son prix Nobel de la Paix décerné il y a à peine quelques jours. Néanmoins, le Premier ministre a rappelé que la guerre « n'était dans l'intérêt de personne et que l'Éthiopie n'avait aucune volonté de faire du mal à l'Égypte ».

Jusqu'à présent, les Éthiopiens refusent tout intermédiaire. Le mois dernier le président égyptien al-Sissi avait déclaré à l'ONU que l'Égypte ne laisserait « jamais Addis-Abeba imposer une situation de fait » en remplissant le réservoir du barrage sans accord préalable.

Source : RFI

## **Les projets de la Chine dans la Corne de l'Afrique interrogent**

*20 octobre 2019*

La Corne de l'Afrique fait appel aux Chinois pour construire et financer leurs infrastructures. Résultat : la dette des pays envers Pékin est très forte. La Chine s'impose comme le premier partenaire dans la Corne.

Les économistes craignent une spirale menant au défaut de paiement. En 2017, le Sri Lanka avait par exemple dû céder un port aux Chinois pour rembourser son prêt. Certains estiment aussi que Pékin pourrait utiliser la dette pour orienter les choix politiques de ses débiteurs.

Pour autant, les experts estiment qu'un scénario sri lankais est peu probable. L'Éthiopie a une forte dette, mais le pays bénéficie d'une importante aide au développement et de partenaires variés avec les pétro-monarchies. Très endetté aussi, le Kenya a plusieurs leviers : son économie dynamique, sa lutte contre le terrorisme, sa position maritime stratégique.

Djibouti inquiète davantage. Les Chinois détiennent l'essentiel de sa dette extérieure. Or le pays a une économie bien plus modeste que ces deux voisins. Certains pensent même que cette équation a permis à la Chine d'y construire sa seule base militaire à l'étranger.

Source : RFI

## **Mozambique : l'accord de paix menacé par les résultats attendus des provinciales**

*20 octobre 2019*

## Rappel du contexte

Le gouvernement et l'ex-rébellion de la guerre civile, la Renamo, devenue principal parti d'opposition, ont signé en août un accord de paix et de désarmement. Mais le gouvernement est affaibli par une grave crise financière : la "dette cachée", un emprunt secret de 2 milliards de dollars qui a mis au jour une vaste opération de corruption au sommet de l'Etat.

Il est en outre impuissant depuis deux ans face à une mystérieuse insurrection islamiste qui a fait des centaines de morts dans le nord et risque d'y retarder l'exploitation très attendue de prometteuses réserves sous-marines de gaz.

## Des fraudes et des meurtres

Le nombre d'assassinats politiques est de 10 depuis le début de la campagne électorale. Dans ce contexte de violence dénoncé par la Renamo, 2 opposants ont été retrouvés morts le 19 octobre.

La Renamo a officiellement dénoncé des fraudes. Bourrages d'urnes, délégués du parti arrêtés arbitrairement, intimidations d'électeurs : le principal parti d'opposition met en cause le parti au pouvoir, le Frelimo, d'avoir manipulé les élections pour favoriser son candidat. Les observateurs occidentaux sont très critiques sur le processus électoral.

Sans surprise, les résultats provisoires continuent de donner le chef de l'État sortant et le Frelimo largement vainqueurs des présidentielle et législatives. Le secrétaire général de la Renamo a demandé l'annulation de ces élections. L'accord de paix du mois d'août pourrait donc voler en éclat à la publication prochaine des résultats des provinciales.

Sources : RFI, AFP

## **Madagascar attend « un nouveau départ » avec la Russie alors que la Chine coopère dans le secteur agricole**

*23 octobre 2019*

L'île a signé en 2018 un accord de lutte contre le terrorisme et la piraterie avec la Russie, présente dans le secteur minier. Madagascar attend un nouveau départ avec la Russie. En attendant, la Chine va coopérer dans le secteur agricole, Madagascar étant l'un des pays les plus touchés au monde par la faim.

Le Grand Sud de l'île, au climat semi-aride, est de plus en plus confronté à la sécheresse dû au changement climatique. La Chine apporte son expertise pour améliorer le secteur agricole. Améliorer la culture du riz avec des semences hybrides, développer de meilleurs élevages de chèvres, de volailles ou de bœufs, promouvoir l'agribusiness...

Premier partenaire commercial de Madagascar, à l'origine notamment de la construction de nombreuses infrastructures, la Chine a investi 1,1 milliard de dollars dans le pays l'année dernière.

Source : RFI

## **Zimbabwe : la crise économique s'aggrave**

*10 octobre 2019*

Comme le *gouvernement s'est engagé dans un programme supervisé par le Fonds monétaire international (FMI), il a dû supprimer toute subvention de produits essentiels.*

La suppression des subventions a fait flamber les prix de l'essence et de l'électricité.

Donc toute augmente, sauf les salaires.

Le pays est en train d'assister à un retour de l'hyperinflation : la plupart des produits de la vie quotidienne sont devenus inabordable pour de simples citoyens.

Les médecins du secteur hospitalier sont en grève depuis plus d'un mois pour demander une hausse de leur salaire.

A craindre pour les prochains mois, une paralysie totale du service public et d'importants conflits sociaux.

Source : RFI

## **Afrique du Sud : le retour des coupures d'électricité, la population gronde**

*18 octobre 2019*

Le géant sud-africain de l'énergie, Eskom, est dans l'incapacité de produire assez d'électricité pour le pays. Les coupures sont fréquentes et les Sud-Africains en ont ras-le-bol.

Ils sont donc nombreux à acheter des générateurs électriques. De plus, les coupures d'électricité pénalisent le commerce et donc l'économie du pays.

Source : RFI

## **Botswana : les actes de braconnage contre les rhinocéros se multiplient**

*13 octobre 2019*

Le Botswana a annoncé que 9 rhinocéros ont été tués durant ces six derniers mois, un nombre sans précédent. Les acteurs de la protection de la faune sauvage s'inquiètent car les actes de braconnage se multiplient.

À ce jour, le Botswana abrite une population de seulement 400 rhinocéros, et si jusqu'ici les braconniers se concentraient sur l'Afrique du Sud, ils se tournent désormais vers les réserves botswanaises.

Au **Botswana**, l'armée est en charge de la lutte anti-braconnage. Mais la région qui regroupe la majorité des rhinocéros du pays est une zone marécageuse d'une dizaine de milliers de km<sup>2</sup>. Difficile donc de la surveiller de près, et les criminels en profitent.

Source : RFI



## **De plus en plus d'Ivoiriennes victimes de traite d'êtres humains**

*19 octobre 2019*

Le nombre de femmes venues de Côte d'Ivoire qui se retrouvent réduites en esclavage dans des pays d'Afrique du Nord et d'Europe est en hausse, alerte l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Au moins plusieurs centaines subissent des sévices en Tunisie, en Libye mais aussi en Europe. L'immense majorité tombe dans des réseaux mafieux. Au départ, des recruteurs leur promettent du travail avec un faux contrat.

Source : RFI

## **Côte d'Ivoire : réunion sur le cacao et la déforestation sous l'égide de l'UE**

*12 octobre 2019*

Depuis 1960, la Côte d'Ivoire a perdu 90% de sa forêt, en raison de l'agriculture et surtout de la culture du cacao. Pour faire face, la Côte d'Ivoire a adopté en février, un nouveau code forestier et une nouvelle stratégie alliant reboisement et maintien de l'agriculture. Pour en parler, diplomates, opérateurs du cacao, secteur privé et société civile se sont réunis.

L'objectif du gouvernement est de passer de 2 millions d'hectares de forêts aujourd'hui à 6 millions en 2030 et 8 millions en 2045. Si le constat est unanime, cette stratégie à un coût financier et social : la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, ne veut pas sacrifier ses planteurs sur l'autel du reboisement.

Source : RFI

## **Gambie : chute de l'économie après la faillite de Thomas Cook**

*10 octobre 2019*

La Gambie s'apprête à passer une très mauvaise année touristique. La saison doit commencer début novembre et elle est plombée par la faillite du voyageur britannique. Au-delà du tourisme, c'est toute l'économie gambienne qui va souffrir de cette faillite avec une baisse importante de la croissance.

Les conséquences de la faillite de Thomas Cook se feront ressentir jusqu'en 2021.

La Gambie connaît ainsi sa 3<sup>e</sup> crise touristique en cinq ans. D'abord Ebola à partir de 2014 puis l'impasse politique en 2016.

La crise du tourisme pourrait faire augmenter la criminalité car la saison touristique est une période de rentrée d'argent et d'activité indispensable dans un pays où 40% des jeunes sont au chômage.

Source : RFI

## **Sénégal : les Mourides (musulmans) prennent de plus en plus d'importance**

17 octobre 2019

Au Sénégal, ce jeudi 17 octobre est un jour férié, pour célébrer le Grand Magal de Touba, la fête religieuse la plus importante pour les Mourides, qui commémore le départ en exil du fondateur de la confrérie, Cheikh Amadou Bamba.

Signe de son influence politique, mais aussi économique grandissante, l'éducation devient une priorité pour la confrérie religieuse mouride : un complexe universitaire est en chantier à Touba, ville sainte des Mourides, à 200 km à l'est de Dakar. Après la construction d'une mosquée, c'est la prochaine étape d'une politique de grands travaux.

Source : RFI

## **Algérie : la mobilisation contre le système se poursuit chaque vendredi**

18 octobre 2019

Une nouvelle fois, les Algériens sont descendus dans les rues, pour le 35<sup>e</sup> vendredi de suite, dans plusieurs villes.

Voici leurs revendications :

- Un changement total du système en place à la tête du pays, notamment le départ du chef d'état-major de l'armée, homme fort du pays ;
- La libération des contestataires toujours détenus ;
- L'annulation de la présidentielle prévue le 12 décembre ;
- L'annulation d'un projet de loi sur les hydrocarbures.

Au sujet de la loi sur les hydrocarbures, Sattia Bencharif, une manifestante d'une soixantaine d'années, a accusé le gouvernement d'avoir "conclu un pacte" avec des Etats et compagnies étrangères : en échange de leur silence sur le "Hirak", le mouvement de contestation, "on leur donne le pétrole et le gaz de schiste", a-t-elle jugé.

Sources : RFI, AFP

## **Élection en Tunisie : la cause palestinienne, une priorité du nouveau président**

17 octobre 2019

En Tunisie, le président élu Kaïs Saïed a exprimé son plein soutien pour la cause palestinienne. Une vision largement partagée par les Tunisiens. M. Saïed a tenu des propos virulents contre Israël, une position nationaliste arabe qui lui a valu d'être salué dans la région.

Mais pour les électeurs qui ont voté Nabil Karoui, la pilule est encore difficile à avaler. À l'image de Taoufik, un vieil homme résidant à La Marsa : « *Il doit résoudre le problème du chômage en Tunisie. Il doit résoudre notre problème, c'est tout. Il doit entreprendre de bonnes relations avec le monde entier, sans exception.* »

Si les prérogatives de Kais Saied relèveront essentiellement de la sécurité et la diplomatie, le président est très attendu sur la lutte anticorruption ou encore la justice sociale. Les Tunisiens ont manifesté ces derniers mois contre la vie chère et le chômage.

Sources : RFI, AFP

## **L'Égypte baisse le prix du carburant après les manifestations**

*5 octobre 2019*

La baisse annoncée intervient après des manifestations de protestation limitées, mais sans précédent depuis la réélection du président al-Sissi en 2018. Elles ont éclaté après des accusations de corruption contre le président et l'armée par un entrepreneur égyptien, **Mohamed Ali**, résident en Espagne.

Ses appels à un soulèvement populaire avaient été largement diffusés sur les réseaux sociaux et repris par les chaînes proches des Frères musulmans.

Un autre cadeau a aussi été fait par le gouvernement aux plus démunis, l'élargissement des subventions des produits de première nécessité à 2 millions de personnes supplémentaires.

Source : RFI

## **L'Afrique veut en finir avec la maladie du sommeil**

*18 octobre 2019*

Au XXe siècle, elle a provoqué des hécatombes : la maladie du sommeil, transmise par la mouche tsé-tsé, est en passe d'être éliminée en Afrique. A condition de ne pas relâcher l'effort de lutte. Car il y a encore "des poches de résistance", comme la République démocratique du Congo, la Guinée.

Causée par un parasite, le trypanosome, qui donne son nom scientifique à la maladie, la trypanosomiase humaine africaine (THA) est mortelle si elle n'est pas diagnostiquée et traitée à temps.

Source : AFP

# PLANETE GLOBALE

## **La recherche d'extraterrestres "est bien plus crédible qu'auparavant"**

*24 octobre 2019*

Des astronomes spécialisés dans la recherche d'intelligence extraterrestre ont annoncé une collaboration nouvelle avec le télescope spatial TESS de la Nasa, un accord qui souligne à quel point la chasse à "ET" a gagné ses galons de discipline scientifique.

Deux découvertes ont fait passer leur discipline de la science-fiction à la science : la découverte depuis 1995 d'"exoplanètes" (récemment récompensée par le prix Nobel), c'est-à-dire de planètes ailleurs que dans le système solaire. Et d'autre part, l'étude des extrêmophiles, ces organismes capables de vivre à des températures ou des niveaux de pression extrêmes.

Source : AFP

## **Démantèlement sans précédent d'un site pédophile : plus de 300 arrestations dans 38 pays**

*16 octobre 2019*

C'est le fruit d'une longue et intense collaboration policière internationale : plus de 300 personnes ont été arrêtées dans 38 pays dans le cadre d'une enquête qui a permis de démantèlement d'un réseau pédopornographique sans précédent.

Le site pédophile était le plus gros abrité sur le "dark web", cet ensemble de réseaux cryptés et cachés au sein de la partie d'internet non référencée par les moteurs de recherche classiques. Le site, Welcome To Video, proposait à la vente des vidéos répugnantes pouvant être payées avec la crypto-monnaie bitcoin.

La justice américaine considère ce site comme "le plus grand marché d'exploitation sexuelle d'enfants en termes de volumes de contenus". Il rassemblait 250.000 vidéos. Ces vidéos ont été téléchargées plus d'un million de fois.

En tout, 337 utilisateurs présumés ont été arrêtés dans cette enquête dont les ramifications vont de l'Australie à la République tchèque en passant par l'Arabie saoudite et le Brésil. L'opération a permis de sauver au moins 23 mineurs habitant aux Etats-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni.

Source : AFP

## **Les groupes Thales et Verint publient un «Who's who» du cybercrime**

*7 octobre 2019*

Les groupes industriels français Thales et israélien Verint ont publié un annuaire mondial des groupes de pirates informatiques les plus menaçants. Les hackers chinois et russes y tiennent le haut du pavé.

Une cybercriminalité essentiellement étatique : un groupe sur deux serait soutenu par un État. L'essentiel des actions est mené à des fins de cyberespionnages, de déstabilisation politique, ou encore de sabotage. Seuls 20 % des cybercriminels seraient motivés par l'appât du gain.

Source : RFI

## **Des millions d'enfants en danger en raison du manque de financement de l'UNICEF**

*22 octobre 2019*

A moins de 70 jours de la fin de l'année, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) n'a reçu qu'un peu plus de la moitié des 4 milliards de dollars de financement dont il a besoin en 2019 pour venir en aide à 41 millions d'enfants dans 59 pays.

Le Pakistan (83%), le Cameroun (80%), le Burkina Faso (76%) et le Venezuela (73%) font partie des pays où les déficits de financement de l'agence onusienne sont les plus importants. Les urgences à grande échelle en Syrie et dans les pays voisins, au Yémen, en RDC et au Bangladesh (notamment la crise des Rohingyas) demeurent aussi largement sous-financées.

Source : ONU

## **Santé : 1 jeune enfant sur 3 est mal nourri ou en surpoids selon l'Unicef**

*15 octobre 2019*

Un tiers des enfants de moins de 5 ans souffre de malnutrition dans le monde, et ne grandit pas correctement, selon un rapport de l'Unicef.

Et la malnutrition au 21<sup>e</sup> siècle a plusieurs visages : de la dénutrition jusqu'au surpoids.

L'insuffisance de nourriture continue d'être un problème pour des dizaines de millions d'enfants, même si à l'échelle du globe, la situation s'est améliorée.

Il faut aussi mettre l'accent aussi sur une alimentation qui comporte des carences en vitamines et minéraux essentiels.

Un enfant sur 2 dans le monde souffre de telles carences ; 3/4 des enfants en Afrique centrale. Les calories bon marché, issues d'aliments transformés de piètre qualité, riches en sucres ou en graisses, sont disponibles dans quasiment tous les pays.

Le surpoids est de plus en plus une maladie des pauvres, et a pour conséquence une explosion des cas de diabète et de pathologies cardiovasculaires à l'âge adulte.

L'obésité augmente plus rapidement chez les couches les plus défavorisées.

Source : RFI

## **L'ONU établit un groupe de haut niveau sur la question des personnes déplacées**

*23 octobre 2019*

L'ONU a annoncé l'établissement d'un groupe de haut niveau sur la question des déplacements. Dans le monde entier, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a continué à augmenter ces dernières années, avec plus de 41 millions de personnes déracinées à la fin de 2018 en raison de conflits armés et de violences.

Des millions d'autres personnes sont déplacées chaque année à l'intérieur de leur pays à cause de catastrophes naturelles. Le groupe de haut niveau sera chargé « de rechercher des solutions aux situations de déplacement interne et d'atténuer les conséquences pour des millions de personnes touchées », a expliqué le chef de l'ONU.

Le groupe s'emploiera à accroître l'attention mondiale et le soutien aux personnes déplacées, tout en élaborant des recommandations concrètes à l'intention des États membres, du système des Nations Unies et des autres parties prenantes concernées.

Source : ONU

## **Les déplacements forcés restent un sujet de préoccupation à l'échelle mondiale, selon le HCR**

*7 octobre 2019*

Contrairement aux idées reçues, les réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés se trouvent généralement dans des pays en développement et ces pays ont besoin d'un soutien international plus substantiel et plus durable, a déclaré le chef du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi.

« Si une grande partie du débat sur les déplacements forcés s'est concentrée sur les arrivées dans le Nord global, les conséquences les plus profondes se trouvent de loin dans les pays d'accueil du Sud global ».

Plus de quatre millions de Vénézuéliens se sont majoritairement réfugiés dans 14 pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Selon le chef du HCR, la plupart de ces États ont fait preuve d'une solidarité louable, malgré d'énormes pressions.

Source : ONU

## **L'ONU se serre la ceinture à cause des mauvais payeurs**

*20 octobre 2019*

Le secrétaire général de l'ONU a mis en place un plan d'économie exceptionnel pour compenser les retards de paiement de plusieurs pays, notamment les États-Unis. Le budget est dans le rouge depuis fin septembre. Un groupe de « mauvais payeurs » représente 97% de l'argent manquant, à savoir les États-Unis, le Brésil, l'Argentine, le Mexique, l'Iran, Israël et le Venezuela.

Source : RFI

## La pauvreté régresse dans le monde

17 octobre 2019

L'extrême pauvreté dans le monde régresse. Selon la Banque mondiale, le nombre d'habitants vivant au-dessous du seuil de 1,9 dollar par jour est passé d'1 milliard 900 000 personnes à environ 700 millions entre 1990 et 2015. C'est donc une réelle victoire face à la pauvreté.

Les succès dans les pays d'Asie sont en grande partie dus à leur forte croissance économique de ces dernières décennies. En Chine, le taux de pauvreté est passé de 67% à environ 5% en une vingtaine d'années.

Mais pourtant, des zones noires subsistent : des pays en zone de conflit voient leur taux de pauvreté croître, comme c'est le cas **en Syrie** ou **au Yémen**. Le changement climatique a aussi une grande part de responsabilité dans les situations de misère. Il est, selon **Oxfam**, le pire ennemi de la lutte contre la faim.

En 2050, près de 90% des personnes vivant dans l'extrême pauvreté vivront en Afrique subsaharienne d'après la Banque mondiale, et cela même si les économies nationales de cette zone géographique progressent en matière de lutte contre la misère. Au palmarès du pire figure le Nigeria.

Source : RFI

## Les banques réduisent la voilure face aux risques de crise mondiale

22 octobre 2019

Le géant bancaire britannique HSBC envisage de supprimer 10.000 nouveaux emplois, deux mois après le départ surprise de son patron et une première annonce de 4.000 suppressions de postes, face aux nombreux défis à relever entre guerre commerciale, Brexit et taux bas.

D'autres grandes banques tentent également de réduire leurs coûts. Les américaines JPMorgan Chase et Wells Fargo notamment ont revu à la baisse leurs prévisions de bénéfices pour 2019, alors que les banques centrales du monde entier assouplissent leur politique monétaire en réponse à l'affaiblissement des perspectives de croissance mondiale.

Le mois dernier, la Commerzbank a déclaré qu'elle prévoyait de supprimer l'équivalent de 4.300 postes à plein temps et de fermer 200 agences dans le cadre de sa restructuration. La Deutsche Bank a annoncé 18.000 suppressions de postes et la Société générale 1.600.

Le ralentissement de l'économie mondiale pèse surtout sur le secteur bancaire. Un tiers des banques pourrait ne pas résister à un retournement de conjoncture, selon un rapport du cabinet de conseil new-yorkais McKinsey, qui a étudié un millier de banques dans le monde.

Certaines banques tentent de faire face au ralentissement économique en multipliant les prêts. Cette stratégie pourrait s'avérer désastreuse si l'activité ne revient pas. Les prêts non payés risqueraient alors de mettre en péril la survie des banques.

Sources : AFP, RFI

## **Une deuxième souche de poliovirus sauvage éradiquée annonce l'OMS**

*24 octobre 2019*

Le poliovirus sauvage de type 3 (PVS3) a été éradiqué dans le monde, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé, en parlant d'un "accomplissement historique pour l'humanité" après l'éradication de la souche de type 2 en 2015.

Il ne reste donc plus que le poliovirus sauvage de type 1 (PVS1) qui est en circulation dans seulement deux pays : l'Afghanistan et le Pakistan.

Les poliovirus provoquent une paralysie irréversible, voire la mort. Mais il existe des différences génétiques et virologiques qui distinguent les trois souches.

Des formes non sauvages du virus de la polio -- poliovirus dérivé d'une souche vaccinale -- continuent de se transmettre dans des régions d'Afrique et d'Asie, notamment les Philippines où la réapparition le mois dernier de la maladie a déclenché une campagne massive de vaccination.

Source : AFP

## **Sida, paludisme, tuberculose : la Fifa va créer un "événement" pour récolter des fonds**

*11 octobre 2019*

La Fifa va organiser un "grand événement" l'an prochain pour récolter des fonds et sensibiliser à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a annoncé à l'AFP son président Gianni Infantino.

Cette annonce intervient au lendemain d'une conférence organisée à Lyon où le président français Emmanuel Macron a annoncé que l'objectif des 14 milliards de dollars avait été atteint pour le refinancement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

"Quand le président Macron a appelé à apporter un soutien, j'ai immédiatement répondu que la Fifa et le football mondial étaient toujours prêts à apporter leur aide et à contribuer à cette cause planétaire", a déclaré M. Infantino.

Les financements obtenus jeudi lors de la conférence à Lyon sont destinés à sauver 16 millions de vies supplémentaires - 32 millions l'ont déjà été - et à éviter 234 millions d'infections d'ici 2023.

Les trois pandémies font encore près de 3 millions de morts par an.

Source : AFP

## **Beaucoup de femmes victimes de mauvais traitements pendant l'accouchement, selon une étude de l'OMS**

*9 octobre 2019*



Beaucoup de femmes sont victimes de mauvais traitements pendant leur accouchement dans des établissements de santé, selon une nouvelle étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui a été menée au Ghana, en Guinée, au Myanmar et au Nigéria.

L'étude, publiée mercredi dans le journal médical *Lancet*, révèle que sur les 2.016 femmes observées, 42% ont été victimes de violence physique ou verbale, de stigmatisation ou de discrimination, et 14 % ont subi une forme de violence physique - le plus souvent des gifles, des coups ou des coups de poing.

L'étude a également constaté des taux élevés de césariennes non-consensuelles, d'épisiotomies (coupures chirurgicales faites à l'ouverture du vagin pendant l'accouchement) et d'examens vaginaux.

En plus de la violence physique, 38% des femmes sur les 2.016 observées ont subi des niveaux élevés de violence verbale - le plus souvent en se faisant crier dessus, gronder et en faisant l'objet de moquerie. Onze femmes ont également été victimes de stigmatisation ou de discrimination, généralement en raison de leur race ou de leur origine ethnique.

Source : ONU

# PROCHE ET MOYEN-ORIENT

## **Yémen : plus de 20 millions de personnes ont faim**

*22 octobre 2019*

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni une aide humanitaire à des familles piégées par les combats dans la ville de Durayhimi, au Yémen.

Alors que la plupart des habitants ont fui, quelque 200 civils y demeurent et sont maintenant très vulnérables d'autant que les combats font « rage autour d'eux ».

Plus de quatre années de conflit ont poussé des millions de Yéménites au bord de la famine. Selon l'agence onusienne, plus de 20 millions de Yéménites ont faim et la moitié d'entre eux sont confrontés à de graves pénuries alimentaires.

Ces derniers mois, le PAM a maintenu l'intensification de ses opérations, en s'efforçant d'atteindre son objectif mensuel : celui de fournir une aide alimentaire vitale à 12 millions de personnes dans tout le pays.

Le conflit au Yémen a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, et entraîné le déplacement de millions d'autres selon diverses organisations humanitaires. L'ONU évoque régulièrement la pire crise humanitaire en cours dans le monde.

Le conflit est largement considéré dans la région comme une guerre par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Les Houthis, qui contrôlent Sanaa (la capitale) et la plupart des grands centres urbains du Yémen, nient être des marionnettes de Téhéran et disent combattre un système corrompu.

Sources : ONU, AFP

## **La pression s'intensifie contre les écrivains et artistes en Iran**

*7 octobre 2019*

Les arrestations en Iran se multiplient et les peines sont de plus en plus lourdes. Amnesty international compte plus de 7 000 arrestations au cours de l'année 2018 parmi lesquels plusieurs écrivains, artistes et journalistes...

Depuis la sortie des États-Unis de l'accord sur le nucléaire, la situation économique iranienne et les conditions de vie de la population se sont dégradées. L'augmentation des prix et les salaires impayés entraînent des protestations dans tout le pays. Les autorités ont peur que des manifestations massives démarrent et étouffent toute contestations.

Source : RFI

## **Sanctions contre l'Iran : la banque publique turque Halkbank dans le viseur**

*16 octobre 2019*

La justice américaine accuse la banque publique turque Halkbank d'avoir contourné, entre 2012 et 2016, des sanctions contre l'Iran.

Cela risque d'envenimer un peu plus les tensions entre USA et Turquie.

Halkbank est poursuivie pour fraude, blanchiment d'argent et entraves aux sanctions américaines contre l'Iran. La banque turque, en contournant les sanctions, aurait permis à l'Iran de bénéficier de milliards de dollars de fonds en vendant des produits pétroliers et gaziers.

Des millions de dollars de pots-de-vin auraient également été distribués à certains responsables turcs du gouvernement. Les mêmes accusations avaient valu, l'an dernier, 32 mois d'emprisonnement à l'ex-directeur adjoint de la Halkbank.

Source : RFI

## **Turquie : plusieurs maires pro-kurdes arrêtés pour « terrorisme »**

*21 octobre 2019*

Au cœur de la trêve lors de l'offensive turque dans le nord de la Syrie contre une milice kurde, la police a arrêté des maires pro-kurdes dans la province de Diyarbakir, une province du sud-est à majorité kurde de près de 1,7 million d'habitants.

Quatre maires ont été placés en garde à vue.

Leur formation est le HDP, qui dénonce une répression accrue de ses membres et de ses élus. Le 18 octobre, trois autres maires d'autres grandes villes kurdes avaient été démis de leurs fonctions.

A travers le pays, toute forme de manifestation contre l'offensive est interdite.

Au moins 24 personnes ont déjà été incarcérées à cause de leurs messages critiques sur les réseaux sociaux.

Source : RFI

## **Syrie : les Kurdes quittent leurs positions, les Russes patrouillent**

*24 octobre 2019*

Suite à la sanglante offensive turque destinée à chasser une milice kurde (YPG) que la Turquie considère comme terroriste, alors qu'elle a aidé la coalition internationale à lutter contre Daech (au sein des FDS), les forces kurdes sont contraintes de se retirer de leurs positions situées dans le nord-est de la Syrie.

Positions qu'elles tenaient depuis des années le long de la frontière turque.

Leur rêve d'autonomie prend donc fin en raison d'un accord entre les présidents russe et turc. Désormais, les Russes et les forces du régime syrien patrouillent dans la zone, remplissant le vide laissé par le départ soudain des troupes américaines de ce secteur du nord de la Syrie.

Le régime syrien de Bachar al-Assad (allié de Moscou) peut ainsi récupérer la zone, sans avoir combattu (qui contient puits de pétrole et zones agricoles fertiles).

Des combattants des Unités de protection du peuple (YPG) sont néanmoins restés en de nombreux points de la bande frontalière qui s'étend sur quelque 440 km.

Les forces turques souhaitent le départ de cette milice sur l'ensemble des 440 km.  
M. Erdogan a menacé de prendre "toutes les mesures nécessaires" si l'accord de retrait des YPG n'était pas respecté.

L'offensive d'Ankara a chassé 300.000 civils kurdes qui ont désormais très peu de chances de pouvoir rentrer chez eux.  
Les Kurdes, qui avaient établi une autonomie dans le nord et le nord-est de la Syrie à la faveur du conflit syrien, s'inquiètent d'un déplacement forcé de populations.

M. Erdogan veut remplacer cette population kurde par les 3,6 millions de réfugiés syriens ayant fui en Turquie.  
Si les Kurdes ont accusé les Etats-Unis de les avoir abandonnés, ils semblent néanmoins vouloir préserver leurs relations avec Washington.

Source : AFP

## **Syrie : à Idleb, Bachar el-Assad affirme sa volonté d'y remporter la bataille**

*22 octobre 2019*

La région d'Idleb, contrôlée par les jihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS), abrite également des groupes rebelles. La province d'Idleb et des parties des provinces voisines de Hama, Lattaquié et Alep ont été pilonnées sans interruption par l'armée syrienne, soutenue par l'aviation russe, entre fin avril et fin août.

Les forces du régime avaient amorcé début août une progression terrestre, avant qu'une trêve prononcée par la Russie ne suspende leurs opérations. Le cessez-le-feu est néanmoins ponctué de frappes russes sporadiques.

Le président syrien Bachar el-Assad a effectué ce mardi 22 octobre une visite inédite dans la région d'Idleb.  
Le message de Bachar el-Assad est clair : malgré cette trêve, l'homme fort de Damas a bien l'intention de poursuivre son opération de reconquête du territoire syrien.

Depuis fin avril, les bombardements des forces syriennes et de l'allié russe ont tué plus d'un millier de civils dans la région d'Idleb, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Et plus de 400.000 personnes ont été déplacées, d'après l'ONU.

Plus de 1.700 combattants rebelles et jihadistes ont également péri dans les raids et les combats, contre plus de 1.400 membres des forces du régime, selon un décompte de l'OSDH.  
Déclenchée en 2011 par des manifestations pro-démocratie, la guerre en Syrie a déjà fait plus de 370.000 morts et plusieurs millions de déplacés.

Sources : RFI, AFP

## **Les manifestations antigouvernementales ont repris en Irak**

*24 octobre 2019*

Le mouvement de contestation, qui couvait depuis longtemps, s'est déclenché le 1<sup>er</sup> octobre de manière spontanée. Il dénonce la corruption et réclame emplois, services fonctionnels ainsi que le départ du gouvernement.

Le pays est riche en pétrole mais en pénurie chronique d'électricité et d'eau potable.

Les manifestations antigouvernementales sont déjà endeuillées par plus de 150 morts.

L'Irak est le 12<sup>e</sup> pays le plus corrompu au monde selon Transparency International.

Les appels à manifester concernent la plupart des provinces du sud, chiite et tribal, et pas le nord et l'ouest du pays.

Le Kurdistan autonome (nord) se tient généralement loin des turbulences. Dans le nord et l'ouest, majoritairement sunnites et repris il y a deux ans au groupe Etat islamique (EI), personne n'a défilé.

Les manifestations ont repris jeudi soir, à la veille de la mobilisation attendue des nombreux partisans du turbulent leader chiite Moqtada Sadr.

Face aux forces de l'ordre, Moqtada Sadr entend mettre tout son poids dans le mouvement de contestation.

Cet ex-chef de milice devenu héraut des manifestants anticorruption fait redouter de nouvelles violences.

Dans une démonstration de force, les combattants de ses "Brigades de la paix", se sont montrés récemment en armes lors de parades dans leur bastion de Sadr City à Bagdad.

Le chef du gouvernement a annoncé des séries de mesures, mais il n'a annoncé aucune réforme en profondeur ni la comparution des "gros poissons" corrompus.

Le gouvernement peut toujours compter sur le puissant Hachd al-Chaabi, coalition de paramilitaires dominée par les milices chiites pro-Iran.

Source : AFP

## **Irak : les forces américaines venues de Syrie ne sont pas autorisées à rester**

*24 octobre 2019*

Le chef du Pentagone Mark Esper était en visite mercredi 23 octobre à Bagdad, quelques jours après le départ des troupes américaines de Syrie pour le Kurdistan irakien.

Il a rencontré son homologue irakien et le Premier ministre, notamment pour répondre à cette question : combien de temps les troupes américaines pourront-elles rester en Irak ?

Les troupes américaines venues de Syrie ne resteront pas plus de quatre semaines en Irak. C'est ce qu'a annoncé le ministre irakien de la Défense à l'agence de presse AP.

Le secrétaire américain à la Défense avait déclaré, il y a quelques jours, que ces troupes pourraient continuer à opérer dans l'ouest de l'Irak pour des missions de contre-terrorisme.

Une annonce qui avait immédiatement soulevé un vent de contestation, notamment des forces politiques et groupes armés connus pour être proches de l'Iran, qui réclament régulièrement le départ de tout le contingent militaire américain déployé en Irak. Dans le cadre de la coalition internationale, plus de 5 000 militaires américains sont toujours stationnés dans le pays.

Source : RFI

## **Irak : l'Iran y renforce le chiisme face au sunnisme qui est soutenu par l'Arabie Saoudite**

*17 octobre 2019*

Malgré les difficultés économiques dues aux sanctions américaines, plus de 3,2 millions Iraniens se sont inscrits pour se rendre à Kerbala en Irak pour le grand pèlerinage chiite. Les musulmans chiites, très majoritaires en Iran, le sont légèrement en Irak, où une partie de la population est sunnite.

Par rapport à l'année dernière, le nombre des pèlerins est en forte hausse, et les autorités iraniennes ont mobilisé les grands moyens.

C'est une démonstration de force pour l'Iran dans une région en pleine tension avec l'Arabie saoudite.

Les autorités insistent sur le fait qu'il s'agit du plus grand pèlerinage musulman, puisque des dizaines de millions de personnes, venant d'Irak, d'Iran mais aussi de l'Afghanistan, du Pakistan ou encore de l'Azébaidjan, se rendent chaque année à Kerbala.

Le nombre des pèlerins est bien plus important que ceux qui font le pèlerinage de la Mecque.

L'Iran, qui soutient les milices chiites en Irak, notamment le groupe Hachd al-Chaabi, y a considérablement renforcé son influence.

Téhéran veut y renforcer le chiisme face au sunnisme (représenté par l'Arabie saoudite).

Source : RFI

## **Liban : 2<sup>e</sup> semaine de mobilisation générale, le président déçoit à son tour**

*24 octobre 2019*

La contestation a été déclenchée il y a une semaine par l'annonce d'une taxe sur les appels via la messagerie WhatsApp, aussitôt annulée.

L'impôt de trop qui a fait exploser la colère dans un pays où des besoins élémentaires, comme l'eau, l'électricité et l'accès universel aux soins, ne sont pas assurés.

La classe politique est inchangée depuis des décennies et jugée corrompue.

Classé au 138 rang sur 175 dans le classement de l'ONG Transparency International des pays les plus corrompus, le Liban, faute de réformes structurelles promises, est toujours dans l'attente du versement d'une aide de 11 milliards de dollars promise en avril par des pays donateurs.

Le président libanais Michel Aoun s'est adressé jeudi pour la première fois au pays quasiment paralysé, opposant une fin de non-recevoir à la principale revendication réclamant le départ de l'ensemble de la classe politique. Il a proposé de rencontrer des "représentants" des manifestants. Mais les foules sont déçues et en colère.

Michel Aoun déclare qu'il faut une intensification de la lutte contre la corruption. Il demande aux contestataires de mettre la pression sur les députés afin qu'ils votent des lois qu'il a lui-

même transmises à la Chambre exigeant la levée de l'immunité et du secret bancaire de tous les comptes des responsables politiques et des hauts fonctionnaires.

Le président a appelé les juges à instruire sans tarder les dossiers de corruption, se portant personnellement garant contre les pressions qui pourraient être exercées sur les magistrats pour les empêcher d'aller jusqu'au bout.

D'autre part, un plan de réformes économiques a été annoncé lundi par le Premier ministre Saad Hariri, mais largement rejeté par les manifestants.

L'impasse dans laquelle se trouve le pays place désormais en première ligne l'armée, sans doute la seule institution encore respectée au Liban.

Des soldats ont fait leur apparition en masse mercredi dans les rues, et les scènes de fraternisation avec la foule se sont multipliées.

Malgré une ambiance restée largement festive, des incidents ont été signalés dans certaines villes.

Sources : AFP, RFI

## **Un tabou brisé au Liban : la colère vise aussi le leader chiite Hassan Nasrallah**

*22 octobre 2019*

Un tabou a été brisé lors des manifestations au Liban où des foules ont défilé dans les fiefs du Hezbollah pro-iranien pour s'en prendre au parti chiite et à son leader religieux Hassan Nasrallah, jusque-là intouchable.

Le Hezbollah est accusé comme les autres partis d'avoir appauvri le pays en entretenant la corruption.

Poids lourd sur l'échiquier politique libanais et acteur incontournable de toute solution, le parti, allié de l'Iran est le seul à disposer encore d'un bras armé depuis la fin de la guerre civile.

Source : AFP

## **Jordanie – Israël : la situation se tend**

*24 octobre 2019*

Vingt-cinq ans après la signature d'un traité de paix historique, beaucoup de Jordaniens considèrent toujours l'Etat hébreu comme un "ennemi". "Israël ne montre aucun respect pour la tutelle jordanienne sur les lieux saints (...) et ses tentatives de judaïser Jérusalem se multiplient", dénonce Yazid Khleifat, un fonctionnaire jordanien de 38 ans.

Le roi jordanien a lui-même qualifié à plusieurs reprises les relations avec Israël de "paix froide, et de plus en plus froide", et a averti que Jérusalem était une "ligne rouge". Alors que l'annexion de Jérusalem-Est n'a pas été reconnue par la communauté internationale, le président américain Donald Trump a officiellement reconnu Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu en 2017.

En Jordanie, la moitié des 9,5 millions d'habitants sont d'origine palestinienne.

Dans un signe apparent de crispation, Abdallah II a annoncé il y a un an sa volonté de remettre la main sur deux secteurs frontaliers, Baqoura et Ghoumar, dont Israël avait obtenu le contrôle pendant 25 ans en vertu du traité de paix, période qui arrive à échéance le 10 novembre.

Source : AFP



# AMERIQUES

## USA/"Impeachment" : des élus républicains perturbent une audition du Congrès

24 octobre 2019

Selon les démocrates, le président américain est passible d'une destitution pour avoir demandé à un dirigeant étranger, son homologue ukrainien Volodimir Zelenski, d'enquêter sur Joe Biden, candidat à l'investiture démocrate que Donald Trump pourrait donc affronter lors de l'élection présidentielle de novembre 2020.

La Constitution américaine donne toute latitude à la Chambre des représentants pour le déroulement de l'enquête dans le cadre d'une procédure de destitution. Les auditions ont lieu dans une pièce sécurisée.

Plus d'une vingtaine de parlementaires républicains ont fait irruption mercredi dans la salle sécurisée où une représentante du Pentagone devait être entendue par les commissions de la Chambre des représentants qui mènent l'enquête.

Le témoignage à huis clos de Laura Cooper, représentante du département de la Défense en charge des questions liées à l'Ukraine et la Russie, a été reporté d'environ quatre heures suite à cet incident qui fait écho à la demande de Donald Trump de voir ses pairs républicains combattre avec plus de fermeté la procédure des démocrates à son encontre.

Mardi, un diplomate américain en poste en Ukraine a livré devant le Congrès un témoignage accablant accréditant l'idée que Donald Trump a utilisé la politique étrangère américaine à des fins politiques personnelles.

Ce diplomate de carrière a relaté comment le président de la première puissance mondiale avait essayé de faire pression sur l'Ukraine pour que ce pays enquête sur la famille de son rival démocrate Joe Biden à l'approche de l'élection de 2020. Et avait conditionné l'octroi d'une aide de Washington à Kiev à l'aboutissement de sa demande.

Sources : Reuters, AFP

## Etats-Unis : 200 millions de dollars pour des thérapies géniques contre le VIH et la drépanocytose

24 octobre 2019

Les Etats-Unis et la Fondation Bill and Melinda Gates ont annoncé un investissement commun de 200 millions de dollars sur quatre ans pour développer des thérapies géniques à bas coût contre le virus du sida et la drépanocytose.

La drépanocytose est une maladie génétique de l'hémoglobine. Elle frappe disproportionnellement les personnes originaires d'Afrique subsaharienne. C'est la maladie génétique la plus fréquente en France.

Source : AFP

## **USA : 4 géants pharmaceutiques évitent un procès historique sur les opiacés**

*21 octobre 2019*

Cette affaire énorme s'appelle la crise des opiacés. Aux Etats-Unis elle a fait plus de 400.000 morts par overdose depuis 20 ans.

Laboratoires et distributeurs sont accusés d'avoir, à partir de 1996, fait la promotion agressive d'anti-douleurs aux opiacés alors même qu'ils connaissaient leur puissance addictive.

Ils auraient engrangé des dizaines de milliards de dollars de revenus de ces médicaments, au mépris des signaux d'alarme qui montraient leur utilisation abusive et leur revente sur le marché des drogues illégales.

Alors qu'il y a environ 2.700 plaintes, comprenant nombre de collectivités locales, dont la quasi-totalité des Etats américains, 4 sociétés pharmaceutiques ont finalement trouvé un accord à l'amiable leur permettant d'éviter un procès fédéral inédit, en attendant un accord plus large qui pourrait se chiffrer en dizaines de milliards de dollars.

Un seul procès, dans l'Etat de l'Oklahoma, a eu lieu pour l'instant dans cette crise, avec Johnson & Johnson seul au banc des accusés. Le célèbre laboratoire avait été condamné en août à quelque 570 millions de dollars de dommages et intérêts.

Source : AFP

## **Aux Etats-Unis, la bataille sans fin contre le fentanyl : 32 000 morts en 2018**

*18 octobre 2019*

Le fentanyl est l'un des opiacés les plus dévastateurs : cette drogue de synthèse est d'une puissance 50 fois supérieure à l'héroïne et 100 fois supérieure à la morphine. Quelques grains peuvent être mortels.

S'il existe sous forme de médicament anti-douleur légal, le fentanyl illégal est désormais omniprésent.

32.000 personnes sont mortes d'overdoses fatales impliquant le fentanyl et d'autres opiacés synthétiques en 2018 - soit 46% des overdoses mortelles aux Etats-Unis.

Le centre de tri postal de l'aéroport J.F. Kennedy est l'un des multiples fronts des autorités américaines dans la lutte contre les drogues opiacées.

Traquer les arrivages de drogues illégales, "c'est comme chercher une aiguille dans une botte de foin", constate un employé.

La majorité du fentanyl découvert ici a été acheté par des consommateurs ou des trafiquants via le "dark web", surtout à Hong Kong ou en Chine continentale.

Mais dans l'entrepôt, impossible de tout vérifier.

La crise américaine des opiacés est née à la fin des années 1990 de la surprescription de médicaments anti-douleur aux opiacés, notamment l'oxycodone vendue par le laboratoire Purdue sous le nom OxyContin.

Des patients développent ensuite une dépendance aux opiacés.

Poussé par le gouvernement Trump, qui accuse la Chine - sur fond de guerre commerciale - d'alimenter la crise des opiacés, Pékin a récemment inscrit toutes les sortes de fentanyl sur une liste de substances contrôlées.

Mais les cartels de la drogue mexicains comblent le vide laissé par la Chine.

Aujourd'hui, l'essentiel du fentanyl entre aux Etats-Unis par les postes-frontières avec le Mexique.

Il arrive caché dans des véhicules ou sur des personnes franchissant les postes-frontières à pied.

Le directeur exécutif du CBP, Thomas Overacker, reconnaissait récemment que ne sont inspectés qu'environ 1% des dizaines de milliers de voitures particulières et 16% des camions circulant chaque jour entre les deux pays.

Les saisies ont néanmoins explosé.

Source : AFP

## **Etats-Unis : Johnson & Johnson condamné à payer 8 milliards de dollars pour un médicament controversé**

*9 octobre 2019*

Un jury de Pennsylvanie a condamné Johnson & Johnson à payer 8 milliards de dollars de dommages et intérêts pour n'avoir pas prévenu qu'un de ses médicaments utilisés en psychiatrie faisait pousser la poitrine chez les hommes, jugement immédiatement dénoncé par le géant pharmaceutique qui va faire appel.

Source : AFP

## **Pour pouvoir se soigner, de nombreux Américains vont à l'étranger**

*24 octobre 2019*

Le système de santé américain est l'un des plus coûteux au monde.

Au total, 20 millions de personnes s'adonneraient chaque année dans le monde à une forme de "tourisme médical", d'après le guide spécialisé "Patients sans frontières", qui recense 1,9 millions d'Américains.

Le Mexique et la Colombie - paradoxalement associés à la criminalité et la drogue - sont les destinations privilégiées, ainsi que le Costa Rica ou la République dominicaine.

Des sociétés proposent aux patients, moyennant rémunération, d'organiser tout le voyage.

Bernie Sanders et Elizabeth Warren, deux candidats à la primaire démocrate en vue de l'élection présidentielle de 2020, ont proposé d'instaurer un système de couverture maladie universelle aux Etats-Unis.

Source : AFP

## **Etats-Unis : l'algorithme qui minimise, sans tenir compte de la race, l'état de santé des Noirs américains**

24 octobre 2019

Dans des milliers d'hôpitaux américains, des algorithmes sont utilisés pour identifier les patients les plus à risque et leur apporter un suivi poussé. Mais ces algorithmes, ont rapporté jeudi des chercheurs dans la revue Science, privilégient les Blancs aux Noirs.

L'algorithme ne prenait pas en compte la "race", comme disent les Américains. Le problème réel du programme est qu'il sous-estimait l'état de santé des patients noirs parce qu'il se fondait uniquement sur les coûts des soins générés dans le passé par les patients.

Or, "les patients noirs, en moyenne, génèrent moins de coûts que les patients blancs qui ont le même niveau de santé", dit Ziad Obermeyer. C'est le fruit d'inégalités profondément ancrées qui font que les Noirs vont moins souvent chez le médecin. La société qui commercialise le logiciel a accepté une suggestion des chercheurs pour réduire de plus de 80% le déséquilibre.

Source : AFP

## **Mexique : les cartels de la drogue sont les plus puissants**

19 octobre 2019

Une tentative des militaires de capturer l'un des fils Guzman (appelé "El Chapo") a déclenché une violente riposte de la part des alliés du Chapo jeudi 17 octobre. À tel point que les forces de l'ordre ont battu en retraite et remis leur prisonnier en liberté.

Désormais, les réactions s'enchaînent face à ce qui apparaît comme un raté majeur de la part des autorités.

Les habitants de la ville de Culiacan, capitale de l'État de Sinaloa et fief du baron de la drogue « El Chapo » Guzman, ont vécu des scènes de guerre civile.

A la chambre des députés, des parlementaires du PAN, parti d'opposition de droite, ont d'ailleurs exigé la démission du président : « *Monsieur le président, vous aviez promis que vous alliez changer les choses ! Si vous n'en êtes pas capable, renoncez !* »

"El Chapo", 62 ans, cofondateur du cartel de Sinaloa, a été condamné en juillet aux Etats-Unis à la prison à perpétuité.

Considéré comme le narcotrafiquant le plus puissant au monde, il a acheminé aux Etats-Unis au moins 1.200 tonnes de cocaïne sur un quart de siècle.

Malgré son arrestation, son organisation continue d'acheminer la majorité de la drogue qui entre aux Etats-Unis.

Le président mexicain ne cesse de rappeler sa volonté de réduire la criminalité dans son pays, depuis son élection en décembre dernier, mais sans grand résultat concret.

Autre événement désespérant, au moins 14 policiers ont été tués mi-octobre dans une embuscade dans le Michoacan, dans l'ouest du Mexique. Une nouvelle tragédie qui illustre la recrudescence de la violence dans cet État, convoité par différents groupes du crime organisé.

Les médias expliquent que les policiers ont répondu à un appel de détresse et qu'à leur arrivée dans la ville d'Aguililla, ils ont été pris pour cible par des hommes armés, embusqués dans des véhicules blindés. Ce n'est pas le premier massacre dans la région. Plusieurs faits divers glaçants se sont produits ces derniers mois.

L'un des groupes criminels, le cartel Jalisco Nouvelle Génération, est connu comme le plus violent du Mexique. Et il compte bien étendre son territoire.

Après une année déjà record en 2018, l'année 2019 est bien partie pour être la plus violente jamais enregistrée au Mexique.

Sources : RFI, AFP

## **Mexique : dispersion d'un convoi de 2.000 clandestins qui demandait l'aide du président**

*13 octobre 2019*

Les autorités mexicaines ont dispersé un convoi d'environ 2.000 migrants illégaux qui avaient pris la route à pied depuis le sud du Mexique pour demander de l'aide au président. Ils étaient originaires du Honduras, du Salvador, de Cuba, d'Haïti et de pays africains.

C'est le seul convoi qui ait réussi à passer la frontière sud, où des milliers de personnes sont bloquées depuis des mois, car le gouvernement mexicain, sous pression de Washington, a déployé en juin 21.000 hommes aux frontières pour freiner l'immigration illégale en direction des Etats-Unis.

Entre janvier et août, l'entrée de migrants illégaux aux Etats-Unis depuis le Mexique a ainsi été réduite de près de 60%. En 2018, des milliers de migrants, fuyant la misère et la violence des gangs, avaient formé de spectaculaires "caravanes" marchant à pied sur plusieurs milliers de kilomètres à travers l'Amérique centrale et le Mexique dans l'espoir de gagner les États-Unis.

Source : AFP

## **Cuba : renforcement des sanctions US**

*24 octobre 2019*

Les Etats-Unis ont durci leurs sanctions visant le secteur vital du tourisme à Cuba : le département du Commerce américain a annoncé qu'il allait révoquer les licences existantes des compagnies américaines louant leurs avions à des compagnies aériennes cubaines, et qu'il refuserait toute demande future.

Washington, qui applique déjà un embargo économique depuis 1962, fait tout pour forcer Cuba à retirer son soutien au gouvernement de Nicolas Maduro au Venezuela.

En juin, Donald Trump, qui a renforcé les sanctions contre Cuba, avait annoncé l'interdiction aux bateaux de croisière américains de faire escale sur l'île.

Le gouvernement cubain riposte avec une dollarisation de l'économie cubaine : les Cubains sont invités à ouvrir des comptes en dollars dans les banques du pays. Les Cubains pourront désormais acheter directement en dollars dans certains magasins et recevoir depuis l'étranger des virements en devise.

La Havane cherche grâce à cette mesure à apporter plus de devises.

Les Cubains qui reçoivent de l'argent de l'étranger n'hésitent pas à faire la queue, ils y ont tout intérêt, car ils pourront acheter dans certains magasins d'État, mais uniquement par carte, des produits qui jusqu'ici étaient importés par des particuliers.

L'État récupère ainsi dans ses caisses des dollars américains, canadiens et des euros.

Les banques cubaines renforcent donc leurs liquidités. Et L'État souhaite récupérer ainsi le marché des importations.

Sources : AFP, RFI

## **Haïti : le président évasif quant à la résolution de la crise**

*23 octobre 2019*

Face à près de deux mois de manifestations violentes réclamant sa démission, le président haïtien Jovenel Moïse affirme ne pas être "accroché à un mandat" mais n'annonce aucune mesure immédiate face aux conséquences humanitaires, économiques et sociales de la crise politique.

Lancée fin août après une longue pénurie de carburants dans le pays, la mobilisation populaire contre son pouvoir s'est amplifiée ces derniers jours.

Par peur des violences qui surviennent parfois en marge des rassemblements, la majorité des établissements scolaires haïtiens gardent porte close.

Le chef d'État n'a pas fourni de détails sur d'éventuelles mesures d'urgence contre les blocages criminels des routes qui s'organisent depuis quelques semaines ou pour lutter contre l'emprise des gangs.

Avant que cette crise n'explode et ne paralyse le pays, Jovenel Moïse était déjà la cible de critiques d'organisations militant contre la corruption. Enquêtant sur la gestion de plus de deux milliards de dollars américains du fonds dit "Petrocaribe", la Cour supérieure des comptes avait pointé du doigt plusieurs entreprises, dirigées par M. Moïse avant son entrée en politique.

Source : AFP

## **Honduras : le frère du président reconnu coupable de trafic de drogue à New York**

*18 octobre 2019*

Le frère du président hondurien Juan Orlando Hernandez a été reconnu coupable de trafic de cocaïne par un jury new-yorkais, une décision immédiatement dénoncée par le dirigeant hondurien alors que l'opposition appelait à des manifestations pour réclamer sa démission.

Le gouvernement hondurien a été accusé par le tribunal d'avoir touché des millions de dollars de pots-de-vin des narcotrafiquants.

Le Honduras est miné par la pauvreté, l'instabilité politique et la criminalité.

Le président Juan Orlando Hernandez s'est montré un partenaire privilégié de Donald Trump dans ses efforts pour réduire le flot de migrants d'Amérique centrale à destination des Etats-Unis.

Source : AFP

## **Equateur : l'ONU envoie une mission pour enquêter sur les récentes violences**

*18 octobre 2019*

Une équipe du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) doit se rendre en Équateur du 20 octobre au 8 novembre pour examiner des allégations de violations commises dans le contexte des récentes manifestations. « La mission se déroulera à l'invitation du gouvernement équatorien », a précisé une porte-parole.

L'Équateur a connu ces dernières semaines des violentes manifestations contre la hausse des prix des carburants, qui ont fait plusieurs morts et plus de 1 000 blessés.

Des informations font aussi état de nombreuses arrestations - y compris d'acteurs politiques et de représentants élus.

La crise a été provoquée par le doublement du prix des carburants, entraîné par la suppression soudaine des subventions que l'Etat accordait à ce secteur clé de la vie économique de l'Équateur. Et ceci dans le cadre d'économies à faire pour obtenir un important prêt du FMI.

Le pays a été à l'arrêt pendant près de deux semaines.

Les pertes économiques ont été estimées à au moins 1,5 milliard de dollars par Patricio Alarcon, dirigeant du patronat équatorien.

Le calme est revenu après un accord entre le mouvement indigène, fer de lance de la contestation, et le président Moreno, qui a accepté de retirer le décret qui supprimait les subventions des carburants.

Sources : ONU, AFP

## **Exode massif des Vénézuéliens : l'ONU et l'Europe appellent à agir**

*23 octobre 2019*

Les Nations Unies et l'Union européenne (UE) ont appelé la communauté internationale à agir pour aider les Vénézuéliens en exil ainsi que les pays qui les accueillent et soutiennent.

Le nombre de Vénézuéliens en exil est sur le point d'atteindre 5 millions de personnes. Une tendance qui accentue la pression sur les pays hôtes d'Amérique latine et des Caraïbes.

L'UE, le HCR et l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) organiseront les 28 et 29 octobre une conférence internationale pour la solidarité avec les réfugiés vénézuéliens. L'UE est déjà le premier donateur et un intervenant politique majeur dans la crise vénézuélienne. Depuis 2018, l'Europe a accordé plus de 170 millions d'euros au profit du peuple vénézuélien.

Le plan humanitaire de l'ONU, de 739 millions de dollars en 2019, devrait presque doubler d'ici 2020. Toutefois, le HCR et l'OIM rappellent que les capacités et ressources des autorités nationales et des communautés hôtes ont atteint un point de rupture. Un soutien international accru est nécessaire pour venir en aide aux réfugiés et migrants vénézuéliens.

Source : ONU

## **Sans patrie, maison ou école : le calvaire des enfants vénézuéliens en Colombie**

*10 octobre 2019*

Avec 1,4 million de personnes, la Colombie compte le plus d'immigrés vénézuéliens. Bogota a sollicité l'aide internationale pour faire face à une crise migratoire qui dépasse ses capacités. Les enfants de l'exode vénézuélien vivent leur propre drame en Colombie.

Source : AFP

## **Venezuela : la crise économique appelée à durer ; les droits de l'Homme toujours bafoués**

*19 octobre 2019*

Le Venezuela s'enfonce dans la crise économique. Sous sanctions américaines, le pays a vu sa production pétrolière baisser de deux tiers. Il ne peut plus vendre son pétrole aux USA. Le gouvernement vient de reconnaître que **son économie continuait de sombrer. Et l'inflation est très forte.**

La décision du président Nicolás Maduro d'augmenter considérablement le revenu minimum, ce qu'il avait d'ailleurs fait six fois l'année dernière, sonne comme un coup d'épée dans l'eau, tant les prix alimentaires sont élevés.

Par ailleurs, alors que le Venezuela vient d'être élu au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, Michelle Bachelet, Haut-Commissaire aux droits de l'homme, s'est alarmée de l'"érosion de l'Etat de droit" au Venezuela.

Elle avait indiqué que 5.287 personnes ont péri en 2018 dans des cas relevant de la "résistance à l'autorité", selon des chiffres fournis par le gouvernement vénézuélien. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 19 mai de cette année, 1.569 autres personnes ont été tuées, toujours selon Caracas. Donc ces chiffres sont sans doute sous-estimés.

Source : RFI



## **Bolivie : Evo Morales s'impose au premier tour de la présidentielle**

*24 octobre 2019*

Le président bolivien sortant Evo Morales a remporté dès le premier tour l'élection présidentielle, dont le dépouillement fait polémique. Des fraudes sont suspectées. Mercredi, une grève générale a été émaillée d'incidents entre partisans des deux camps.

Une partie des Boliviens, qui dénonce une "autocratie", n'a pas digéré la décision de M. Morales, au pouvoir depuis 2006, de briguer un quatrième mandat, alors que les électeurs s'étaient prononcés contre à l'occasion d'un référendum en 2016.

Le chef de l'Etat, premier indigène à la tête de la Bolivie, a qualifié la grève générale de "coup d'Etat" ourdi par la droite. Il a appelé ses partisans à la mobilisation. Son adversaire Carlos Mesa a lui aussi appelé ses partisans à la "mobilisation permanente".

Plusieurs milliers de manifestants se sont réunis mercredi en soutien à Evo Morales. La mission d'observation électorale de l'Organisation des Etats américains (OEA) en Bolivie a estimé que la "meilleure solution" serait de déclarer un ballottage entre les deux candidats. L'Eglise catholique a abondé en ce sens.

Sources : RFI, AFP

## **Chili : la crise sociale perdure, l'ONU envoie une mission d'enquête**

*24 octobre 2019*

La colère sociale, qui a donné lieu à de violentes manifestations et à des pillages, a été provoquée le 18 octobre par l'annonce d'une hausse de 3,75% du prix du ticket de métro dans la capitale, mais n'est pas retombée après l'annonce de la suspension de cette mesure.

Le mouvement, hétérogène et sans dirigeants identifiables, s'est amplifié, nourri par le ressentiment face à la situation socio-économique et aux inégalités.

Depuis le début des troubles, 18 personnes sont mortes, dont 5 tuées par des tirs des forces de l'ordre, selon des chiffres officiels.

Des dizaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois manifesté jeudi contre les inégalités sociales au Chili.

L'ONU a décidé d'envoyer une mission pour enquêter sur de présumées violations des droits humains.

Près d'une semaine après le début de la fronde sociale, quelque 20.000 militaires et policiers restaient déployés.

Pour tenter d'apaiser la situation, le président conservateur Sebastian Pinera a entrouvert jeudi la porte à une levée prochaine des mesures d'exception.

Mais des dizaines de milliers de personnes ont répondu à l'appel à la grève générale lancé par des organisations syndicales et une vingtaine d'autres mouvements.

L'annonce d'une série de mesures sociales mardi par M. Pinera, qui a reconnu n'avoir pas anticipé la crise et demandé "pardon" à ses compatriotes, est restée sans effet.

Source : AFP

## **Argentine : le président Macri mobilise à huit jours de l'élection**

*20 octobre 2019*

Près d'un demi-million de personnes ont manifesté pour soutenir la candidature du président sortant, le libéral Mauricio Macri, en mauvaise posture pour la présidentielle du 27 octobre face au péroniste Alberto Fernández. La crise économique est la principale raison du désamour des électeurs à l'égard de Mauricio Macri.

Source : RFI

## **Brésil : la déforestation a augmenté de 93% depuis le début de l'année**

*13 octobre 2019*

La déforestation en Amazonie brésilienne a connu une augmentation de 93% depuis le début de l'année.

Aujourd'hui 15% de la forêt a déjà disparu en raison de la déforestation et des incendies souvent volontaires.

Les incendies de l'été dernier ont certes eu un rôle dans cette recrudescence, mais pas seulement. Les défenseurs de l'environnement évoquent l'arrivée du président d'extrême droite Jair Bolsonaro comme point de rupture.

La hausse s'explique selon les défenseurs de l'environnement par la pression exercée sur la forêt par les bucherons et les éleveurs de bétails. Il faut dire que **le président Jair Bolsonaro** les a bien encouragés en prônant l'exploitation des ressources naturelles dans les zones protégées.

Source : RFI

## **Pollution au pétrole au Brésil : le Venezuela nie être responsable**

*10 octobre 2019*

La compagnie pétrolière d'Etat vénézuélienne PDVSA a nié être à l'origine des grandes galettes de pétrole qui ont souillé plus de 130 plages du nord-est du Brésil, soit au moins 2.000 km. Elles ont atteint l'ensemble des neuf Etats du nord-est brésilien, région pauvre réputée pour la beauté de ses plages et dont l'activité économique dépend en grande partie du tourisme.

Source : AFP

# CHANGEMENT CLIMATIQUE ET POLLUTION

## **Alors que des ONG écologistes fustigent les banques soutenant l'entrée en bourse d'Aramco, cette dernière la repousse**

*17 octobre 2019*

Officiellement, le géant saoudien du pétrole Saudi Aramco a décidé de reporter le lancement de son introduction en Bourse afin de rassurer les investisseurs en leur présentant des résultats couvrant la période durant laquelle deux de ses principales installations ont été bombardées.

Or, peu de temps avant cette annonce, des ONG avaient fustigé les banques impliquées dans l'entrée en Bourse d'Aramco, accusée d'être l'un des pires projets pour le climat des dernières années.

Au total, 8 organisations écologistes ont mis en garde les patrons de 7 banques. Car Aramco "devrait être de loin le plus grand investissement dans l'énergie fossile depuis les accords de Paris de fin 2015". L'appel des ONG intervient alors que la finance est pressée d'arrêter d'investir dans les énergies les plus polluantes.

De nombreuses banques ou fonds de pension ont notamment décidé de ne plus accorder de prêts ou d'acheter des titres dans le secteur du charbon et de miser davantage sur les énergies renouvelables, même si beaucoup restent investies dans les hydrocarbures.

Sources : Reuters, AFP

## **Les majors pétrolières affichent leurs bonnes intentions climatiques sans convaincre**

*12 octobre 2019*

Les patrons des géants pétroliers ont affiché leurs bonnes intentions écologiques lors de la conférence Oil and Money à Londres, mais les militants écologistes dénoncent des vœux pieux. "Il s'agit juste d'une impression qu'ils veulent donner," réagit Charlie Kronik, de Greenpeace.

"Mais ils continuent comme si de rien n'était", a-t-il ajouté, citant deux rapports récents des ONG Global Witness et Carbon Tracker.

Selon ces rapports, 5.000 milliards de dollars de projets d'investissement prévus à long terme dans les hydrocarbures sont "incompatibles" avec l'accord de Paris.

Sources : Reuters, AFP

## **Environnement : les énergies renouvelables ont le vent en poupe**

*21 octobre 2019*

Les énergies renouvelables devraient croître de 50% dans le monde d'ici 2024. C'est ce qu'affirme l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Elle explique cette progression par les décisions de gouvernements et par des prix plus abordables.

L'AIE estime que 1 200 gigawatts supplémentaires vont être produits d'ici 2024 grâce aux énergies renouvelables. Soit l'équivalent de la capacité électrique des Etats-Unis. Et c'est l'énergie solaire - produite par les panneaux photovoltaïques - qui va connaître la plus forte progression.

La demande sera forte pour les petites installations comme les toits des maisons, des supermarchés, des parkings ou encore des usines.

L'AIE estime que des dizaines de millions de personnes dans les pays africains auront un premier accès à l'électricité dans les cinq ans à venir, sauf pour l'Afrique subsaharienne.

Source : RFI

## **Un million d'oiseaux marins meurent chaque année à cause du plastique jetable**

*12 octobre 2019*

La Journée mondiale des oiseaux migrateurs (12 octobre) met cette année l'accent sur l'importance de lutter contre la pollution plastique qui menace ces animaux.

Le plastique jeté peut persister sur la terre pendant des centaines d'années, tuant les oiseaux.

La pollution plastique est un problème grave pour les océans. L'ONU estime que 8 millions de tonnes de plastique entrent dans les océans chaque année.

Environ un million d'oiseaux marins meurent chaque année du fait de matière plastique et le problème empire.

L'ONU appelle les gouvernements, les entreprises et les consommateurs à réduire la pollution plastique afin de réduire les risques pour les oiseaux et aider à protéger l'environnement pour les générations futures.

Source : ONU

## **Déchets plastiques : les produits d'une poignée de multinationales polluent la planète selon un rapport**

*23 octobre 2019*

Des dizaines de milliers de déchets plastiques polluant la planète sont générés par une poignée de multinationales dont Coca-Cola, Nestlé ou encore Pepsico, a assuré Break Free from Plastics, une coalition mondiale d'ONG. Cette coalition reproche à ces multinationales de se dédouaner, pour la plupart, de la responsabilité du nettoyage de la pollution due à leur activité.

Si nombre de pays asiatiques déversent leurs déchets dans les océans, "les véritables responsables du gros de la pollution plastique en Asie sont les multinationales dont les sièges se trouvent en Europe et aux Etats-Unis", souligne le rapport.

Source : AFP

## **Plastique : Unilever promet à son tour de réduire les emballages**

*7 octobre 2019*

Comme Unilever, qui a annoncé vouloir diviser par deux ses emballages d'ici 2025, les multinationales multiplient les promesses face à des consommateurs qui se détournent de plus en plus du plastique.

"D'ici 2025, Unilever garantira une réduction de moitié de ses emballages en plastique et collectera et transformera plus d'emballages en plastique qu'il n'en commercialise", a déclaré le groupe.

Le géant anglo-néerlandais promet d'accélérer l'utilisation de plastique recyclé et de mettre fin à l'utilisation automatique d'emballages individuels des produits.

Le groupe rejoint ainsi d'autres grandes entreprises qui ont mis le combat contre le plastique en avant ces derniers mois.

Ce n'est pas la première annonce d'Unilever. Il est ainsi engagé dans un programme zéro déforestation et une approche "responsable" pour choisir ses fournisseurs de viande, huile de palme et soja, entre autres.

Quelque 80% des plastiques finissent dans les océans, soit entre 8 et 12 millions de tonnes chaque année, selon l'ONU, qui estime que si la tendance se poursuit, il y aura plus de plastiques que de poissons dans l'océan d'ici 2050.

Source : AFP

## **L'AIEA plaide pour un accroissement de l'énergie nucléaire pour lutter contre le changement climatique**

*7 octobre 2019*

Si on n'augmente pas de manière significative l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le monde, il sera difficile d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le changement climatique, a déclaré le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'AIEA a souligné que l'énergie nucléaire représentait environ un tiers de toute l'électricité à faible intensité de carbone, ne produisant pratiquement pas de gaz à effet de serre, et environ 10% de l'électricité totale produite dans le monde.

L'AIEA a toutefois reconnu que l'opinion publique était toujours préoccupée par les dangers potentiels pour la santé et l'environnement causés par les déchets radioactifs des centrales

nucléaires. Mais les progrès réalisés en matière d'élimination de ces déchets pourraient atténuer les craintes.

Dans ses différents modèles d'avenir énergétique durable, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) a prévu une augmentation significative de la production d'énergie nucléaire d'ici 2050, allant d'une augmentation de 59% à 501%.

Source : ONU

## **Procès Exxon Mobil : le géant pétrolier a-t-il minimisé son impact climatique ?**

*23 octobre 2019*

Après 4 ans d'enquête, le procès d'Exxon Mobil s'est ouvert mardi 22 octobre devant la Cour suprême de l'État de New York. Le géant pétrolier est accusé d'avoir sciemment trompé ses actionnaires, sous-estimant les risques financiers liés au réchauffement climatique.

Cet « oubli » aurait faussé les calculs de rentabilité et généré des pertes pour les actionnaires. Durant le procès qui va durer trois semaines, les responsables de la société texane vont devoir s'expliquer sur la véracité des estimations qu'ils donnaient aux investisseurs concernant les risques des futures régulations liées au changement climatique.

Exxon Mobil dénonce un procès conduit par les lobbies anti-énergies fossiles. Si le géant pétrolier est condamné, d'autres plaintes d'actionnaires s'estimant lésés pourraient venir grossir les rangs des plaignants.

Source : RFI

## **Dieselgate" : Daimler rappelle des centaines de milliers de Mercedes**

*12 octobre 2019*

Daimler, maison-mère de Mercedes-Benz, a annoncé qu'il rappelait des centaines de milliers de véhicules Mercedes, dans le cadre du scandale des émissions polluantes des moteurs diesel du constructeur.

Cela en raison de logiciels destinés à tromper les tests d'émissions polluantes.

Source : Reuters

## **Près d'un tiers de la nourriture produite est perdue : la FAO appelle à arrêter le gaspillage alimentaire**

*14 octobre 2019*

Près d'un tiers de l'ensemble de la nourriture produite et destinée à la consommation humaine est soit perdue, soit gaspillée, selon le rapport sur la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Près de 14% de la nourriture est perdue après la récolte et avant la vente.

Le rapport souligne aussi l'importance de réduire le gaspillage alimentaire qui intervient au niveau de la vente et de la consommation, celui qui est dû à la durée de vie limitée de certains produits et au comportement des consommateurs, comme le fait de demander des produits alimentaires répondant à certaines normes esthétiques.

Source : ONU

## **Dans l'espace ou dans nos assiettes, les viandes et poissons artificiels arrivent**

*10 octobre 2019*

Un cosmonaute vient de produire de la viande à partir de quelques cellules, à bord de la Station spatiale internationale (ISS). L'arrivée de ces produits dans les supermarchés n'est a priori plus qu'une question d'années. Les tests ont permis de concevoir des tissus de bœuf, de lapin et de poisson à l'aide d'une imprimante 3D.

Cette nouvelle technologie pourrait "rendre possible les voyages de longue durée et renouveler l'exploration spatiale", vers Mars par exemple, explique à l'AFP Didier Toubia, le patron de la start-up israélienne Aleph Farms qui a fourni des cellules pour l'expérience.

"Mais notre objectif est bien de vendre de la viande sur Terre", ajoute-t-il. Ces tests ont permis, selon M. Toubia, de démontrer qu'il était possible de produire de la viande loin de toute ressource naturelle et au moment où le besoin s'en fait sentir.

Source : AFP

# RELATIONS INTERNATIONALES

## Les Européens vont riposter aux taxes douanières de Donald Trump

19 octobre 2019

La Commission européenne a regretté l'entrée en vigueur des sanctions douanières américaines à l'égard de produits européens. Début octobre, l'OMC avait accordé à Washington son feu vert pour imposer des sanctions douanières contre l'Union européenne, en représailles aux subventions accordées à l'avionneur européen Airbus. Vin français, whisky écossais...

La Commission européenne va donc *riposter*. La liste des Européens est prête. Y figurent par exemple le ketchup, des poissons surgelés mais aussi des produits du secteur de l'aéronautique. L'OMC aussi autorise les Européens à imposer des sanctions douanières aux États-Unis. Car les aides versées par les Américains à Boeing sont illégales.

Source : RFI

## Poutine en visite à Abou Dhabi, dominée par l'espace et les investissements

15 octobre 2019

Le président russe Vladimir Poutine continue de courtiser les investisseurs arabes. Une visite à Abou Dhabi s'est soldée par la signature d'accords pour un total de plus d'un milliard de dollars.

Sa visite en Arabie saoudite s'est conclue par une entente pétrolière. Et une vingtaine d'accords et de contrats prévoient des investissements pour des milliards de dollars.

Le président russe s'est aussi rapproché des Emirats Arabes Unis.

"Parmi les pays du Golfe, les Emirats arabes unis sont leader en termes d'échanges commerciaux avec la Russie", a affirmé à la presse le conseiller du Kremlin. En 2018, ces échanges ont atteint 1,7 milliard de dollars.

Ces rapprochements de la Russie avec l'Arabie Saoudite et ses alliés sont intéressants car ils affaiblissent deux pays qui étaient réputés proches de la Russie, et toujours ennemis de l'Arabie Saoudite : Iran et Turquie.

La Turquie est en ce moment réprimandée par la communauté internationale en raison de son offensive en Syrie ; quant à l'Iran il est en grande difficulté économique suite aux sanctions américaines.

Source : AFP

## Tensions dans le Golfe : pas de diplomatie, renforcement américain massif

17 octobre 2019



Les tensions politiques et militaires dans le Golfe ne peuvent cesser que si la diplomatie s'active et que l'Iran et l'Arabie Saoudite acceptent de se parler, selon des spécialistes.  
Seul le Pakistan a tenté une médiation.

La rivalité entre Ryad et Téhéran n'est pas nouvelle mais elle est entrée dans une phase dangereuse ces cinq derniers mois avec des attaques contre des tankers et autres incidents maritimes, et des raids sans précédent contre des installations pétrolières saoudiennes de premier plan, sur fond de tensions accrues entre Washington et la République islamique.

Non seulement l'Arabie Saoudite a une minorité chiite (l'Iran est majoritairement chiite), mais elle est en froid avec son voisin qatari, qui est allié à l'Iran. La sensation d'encerclement est renforcée car l'Iran a étendu son influence au Yémen, au Liban, en Syrie et en Irak.

Depuis le mois de mai les Etats-Unis ont considérablement renforcé leur présence militaire dans le Golfe, officiellement pour protéger leur allié saoudien : déploiement de 14.000 soldats, qui viennent s'ajouter aux quelque 70.000 militaires stationnés d'ordinaire. Aussi des missiles Patriot et un bouclier anti-missile.

Le détroit d'Ormuz est un point de passage stratégique pour le commerce mondial de pétrole. Or l'Iran, qui se considère comme le gardien du détroit, menace régulièrement d'en bloquer le commerce.

Les Etats-Unis ont par ailleurs renforcé leur présence militaire dans tout le Moyen-Orient, avec des appareils aériens de surveillance, des batteries antimissiles, des bombardiers B-52, ainsi que des drones. Les Occidentaux accusent Téhéran d'avoir des visées hégémoniques dans la région, via des milices pro-Iraniennes du Liban à l'Irak, en passant par la Syrie.

Source : AFP

# ASIE

## **Xinjiang : au sujet du Prix Sakharov, la Chine accuse le Parlement européen de "soutenir le terrorisme"**

24 octobre 2019

Le Parlement européen demande la libération « *immédiate* » d'Ilham Tohti, intellectuel ouïghour de la province chinoise du Xinjiang. L'instance de Strasbourg a décerné ce jeudi 24 octobre le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit à cet ancien professeur d'économie dans une université de Pékin, condamné à la prison à vie pour « *séparatisme* ».

Ilham Tohti est membre de l'ethnie musulmane ouïghoure, majoritaire au Xinjiang (nord-ouest de la Chine), une vaste région frappée pendant des années par des attentats mais désormais soumise à un contrôle policier drastique.

Pékin dit à son sujet : "il a publiquement loué en héros des extrémistes ayant commis des actes terroristes". "Il a aussi poussé ou forcé des personnes à participer aux activités du Mouvement islamique du Turkestan oriental (Etim) à l'étranger." L'Etim est un groupe islamiste radical qui milite pour l'indépendance du Xinjiang. Il est considéré à l'international comme terroriste.

La Chine a fermement dénoncé sa nomination par le Parlement européen pour le prix Sakharov des droits de l'homme, accusant l'institution de "soutenir le terrorisme". Ilham Tohti avait déjà obtenu fin septembre le prix des droits de l'Homme Václav-Havel, décerné par le Conseil de l'Europe. Le lauréat 2019 sera annoncé le 24 octobre.

Cette récompense à Ilham Tohti intervient aussi alors que les membres du Congrès américain critiquent fortement la détention de plus d'un million d'ouïghours et autres ethnies musulmanes dans des camps d'internement au Xinjiang. Les Etats-Unis ont ce mois-ci mis sur « liste noire » 28 entités chinoises liées à la répression dans cette province du nord-ouest de la Chine.

Sources : AFP, RFI

## **Chine : des entreprises ciblées par Washington pour leur rôle au Xinjiang**

13 octobre 2019

28 « entités » chinoises, dont 8 entreprises de haute technologie, et certaines ayant des liens forts avec les USA, ont été blacklistées par les États-Unis en raison du rôle supposé qu'elles joueraient dans la répression contre la minorité ouïghoure du Xinjiang.

En clair, les entreprises américaines ne peuvent plus commercer avec ces entreprises, qui sont des fleurons de la tech chinoise, car elles sont accusées d'avoir participé à la mise en place du réseau de surveillance et de répression de la minorité musulmane.

La plupart de ces entreprises s'étonnent de la décision américaine et prévoient déjà de remplacer localement les composants que les entreprises américaines ne peuvent désormais plus leur vendre.

Source : RFI

## **Le chinois Huawei se porte bien, en dépit des sanctions**

16 octobre 2019

Le géant chinois des télécoms Huawei a annoncé de très bons résultats financiers sur les neuf premiers mois de l'année.

L'équipementier chinois ne semble pas touché par les sanctions commerciales américaines.

Au sujet de la 5G, la 5<sup>e</sup> génération de téléphonie mobile, malgré les accusations d'être un cheval de Troie chinois (espionnage), il a décroché 61 contrats dans le monde, dont plus de la moitié avec des opérateurs européens.

Huawei est aujourd'hui le leader mondial de la technologie 5G, devant son concurrent suédois Ericsson. Malgré la pression américaine, les opérateurs britanniques envisagent, eux aussi, de faire appel au géant chinois, pour construire leur réseau 5G.

Même la Russie déroule le tapis rouge à Huawei.

Source : RFI

## **La croissance de la Chine sérieusement ralentie par la guerre commerciale**

18 octobre 2019

Selon les statistiques du troisième trimestre, l'économie chinoise est au plus bas depuis 27 ans. On reste au-dessus de la ligne rouge des 6% fixée par le gouvernement, et c'est bien là l'essentiel pour les médias officiels.

À peine 6% d'augmentation du produit intérieur brut chinois par rapport au deuxième trimestre, et le responsable est tout désigné : la guerre commerciale avec les États-Unis.

Le pays est confronté à un vrai ralentissement.

Baisse des exportations et importations, ralentissement de la demande intérieure... On attend maintenant les mesures du gouvernement, mais les analystes préviennent : les possibilités de relances sont limitées, l'économie chinoise étant déjà lourdement endettée.

Source : RFI

## **La Chine remporte la bataille des super-riches face aux États-Unis**

22 octobre 2019

Pour la première fois, la Chine compte plus de grande fortune que les États-Unis dans le dernier baromètre annuel du Crédit Suisse.

En 2019, l'établissement bancaire a recensé 100 millions de Chinois parmi les 10 % les plus riches du monde, contre 99 millions d'Américains.

Source : RFI

## **La Chine veut à son tour sa propre monnaie virtuelle**

16 octobre 2019

Afin de contrer la Libra, la monnaie électronique imaginée par Facebook, la Chine, qui a pourtant décidé il y a deux ans de bannir toutes les crypto-monnaies de son territoire, accélère aujourd'hui les préparatifs de sa propre monnaie virtuelle.

La Chine, qui avait accusé en 2017 les crypto-monnaies d'être « *l'instrument d'activités criminelles* » au service du trafic de drogue et des fraudes financières, fait aujourd'hui volteface en multipliant les annonces sur la création prochaine de sa propre monnaie numérique.

Pékin veut créer sa propre monnaie virtuelle car elle redoute que la Libra ne déstabilise le yuan, sa monnaie nationale. L'autre ambition est de contrôler les paiements électroniques effectués par les mobinautes à travers leurs smartphones.

Enfin le gouvernement espère aussi se débarrasser à terme des transactions réalisées en espèces.

Mais au fond, l'autre raison serait de contourner les sanctions économiques américaines.

La Chine cherche en fait à recouvrer sa souveraineté monétaire, en réduisant la dépendance de son économie face au dollar. Bon nombre de ses entreprises, aujourd'hui sur la liste noire des USA, ont dû réduire leur capacité d'investissement et de négoce dans le monde entier.

En définitive, le pays réinvente ce que le Venezuela ou encore l'Iran avaient imaginé auparavant : avoir recours à des monnaies virtuelles qui échappent au contrôle des États-Unis. En revanche, aucun détail n'a filtré sur le fonctionnement de cette future monnaie numérique.

Source : RFI

## **Hong Kong : les militants pro-démocratie redoutent la "terreur blanche"**

24 octobre 2019

Depuis 4 mois à Hong-Kong, ex-colonie britannique, les manifestations pro-démocratie sont très fortes, afin d'exiger davantage d'autonomie et de libertés civiles face à la mainmise jugée grandissante du gouvernement central. Hong Kong a connu au fil des mois une escalade de la violence, tant du côté des pro-démocratie que des pro-Chinois.

Désormais, des militants pro-démocratie se disent menacés par une "terreur blanche" : depuis fin août, 8 figures hongkongaises du mouvement pro-démocratie ont subi les coups d'inconnus. Les auteurs de ces agressions sont soupçonnés d'appartenir aux triades --des gangs violents-- qui se seraient ralliées à Pékin.

Parmi les victimes se trouvent des militants à l'origine des manifestations, des parlementaires de l'opposition, des dirigeants de mouvements étudiants et des candidats aux futures élections. Hantés par la peur et ne faisant pas confiance aux forces de l'ordre, des militants pro-démocratie organisent leur propre protection, avec des moyens limités.

Source : AFP

## **Népal-Chine : rapprochement considérable**

13 octobre 2019

Le Népal a adhéré en 2017 à l'initiative chinoise des "Nouvelles routes de la soie", un vaste programme d'infrastructures au niveau mondial.

Alors que l'Inde est traditionnellement le principal allié du Népal, la Chine a intensifié sa présence dans ce pays pauvre de l'Himalaya, injectant des millions de dollars dans des projets.

La Chine et le Népal ont salué dimanche le "début d'une nouvelle ère" dans leurs relations à l'issue de la visite du président chinois Xi Jinping, qui a promis une voie ferrée et un tunnel entre les deux pays.

Au moins 15 accords ont été signés.

Selon l'International Campaign for Tibet (ICT), une ONG qui a son siège à Washington, au moins 18 Tibétains ont été arrêtés dans les jours précédant l'arrivée de M. Xi à Katmandou.

Environ 20.000 exilés tibétains résident au Népal.

Les autorités népalaises n'ont pas voulu commenter ces informations.

Source : AFP

## **Inde et Chine souhaitent lutter ensemble contre la radicalisation et le terrorisme**

12 octobre 2019

Alors que l'Inde et la Chine ont eu récemment quelques sujets de friction, notamment au sujet du Cachemire, Pékin soutenant le Pakistan car ayant un grand projet d'infrastructures au Cachemire pakistanais, le Premier ministre indien a vanté l'ouverture d'une "nouvelle ère" avec la Chine, les deux dirigeants s'engageant à coopérer contre "la radicalisation et le terrorisme".

Source : AFP

## **Au Cachemire indien, New Delhi desserre l'étau sur les communications**

13 octobre 2019

### Rappel du contexte

L'Inde et le Pakistan se sont partagés le Cachemire, région himalayenne et à majorité musulmane, au moment de l'indépendance en 1947, et se sont notamment deux fois fait la guerre pour son contrôle.

Début août, l'Inde a révoqué l'autonomie constitutionnelle de la partie du Cachemire qu'elle contrôle, puis a instauré un couvre-feu. Elle a aussi imposé un intense déploiement sécuritaire, coupé les communications et restreint les déplacements, tout en arrêtant ou en plaçant en résidence surveillée de nombreuses personnes.

### Mission accomplie pour l'Inde

Les téléphones mobiles peuvent être rétablis au Cachemire (7 millions de personnes). Mais pas encore internet. Le gouvernement dit vouloir éviter, entre autres, la propagation de rumeurs via la messagerie WhatsApp.

Les restrictions avaient été décidées afin d'éviter une flambée de violence, car la majorité des habitants de cette région musulmane est en effet opposée à l'abrogation de l'autonomie, et les groupes militants ou terroristes auraient pu profiter de cette colère pour lancer d'importantes manifestations, voire des attaques meurtrières.

Source : RFI

## **Inde : la Cour suprême conclut l'audience sur un lieu religieux disputé**

*16 octobre 2019*

La Cour suprême indienne a achevé une audience sur la répartition du terrain du lieu saint disputé d'Ayodhya, un dossier politico-religieux explosif qui oppose depuis des décennies hindous et musulmans.

Des groupes hindous affirment que cette terre de 1,1 hectare située dans l'État d'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, où se dressait jusqu'en 1992 une mosquée du XVI<sup>e</sup> siècle, est le lieu de naissance du dieu Ram et veulent y construire un temple à son honneur.

D'après eux, l'empereur musulman Babur y a bâti la mosquée Babri en rasant un temple ancien dédié à Ram. Les parties civiles musulmanes soutiennent qu'aucun temple n'a été détruit pour édifier la mosquée.

La Cour suprême d'Inde devrait rendre son verdict d'ici au 17 novembre.

Le panel de 5 juges doit déterminer la répartition de la propriété foncière. En 2010, un tribunal en avait attribué 2/3 aux hindous et 1/3 aux musulmans.

Le dieu Ram, sous sa forme d'enfant, est officiellement partie civile dans le dossier. Il est représenté par un avocat de 92 ans, spécialiste des textes religieux.

Source : AFP

## **Inde : les infanticides féminins se poursuivent**

*15 octobre 2019*

Une fillette nouveau-née a été hospitalisée dans un état critique après avoir été découverte enterrée vivante

Le bébé a été découvert par hasard, enfermé dans un pot de terre.

Les infanticides féminins, quoique réprimés, ont encore cours en Inde où les filles sont perçues comme une charge financière pour les familles. Le pays accuse de ce fait un déficit de filles avec un ratio des sexes de 940 femmes pour 1.000 hommes lors du dernier recensement de 2011.

Source : RFI

## **New Delhi lance un plan de lutte contre la pollution**

16 octobre 2019

Depuis plusieurs jours la capitale indienne est plongée dans le brouillard et frappée par une nouvelle vague de pollution aux particules fines. Ces épisodes sont de plus en plus fréquents à New Delhi, la capitale la plus polluée du monde. C'est l'occasion pour la municipalité de lancer un plan de lutte.

Le plan prévu pour cette année est ambitieux mais malheureusement, on peut douter de son efficacité. Notamment parce que la pollution dont souffre Delhi provient aussi de sources extérieures à la ville.

Des images de la NASA ont mis en évidence l'impact catastrophique du brûlage des résidus de culture dans les régions agricoles qui entourent la capitale. Une pollution atmosphérique contre laquelle les mesures municipales sont impuissantes.

Octobre est aussi un mois de célébrations qui amplifie le phénomène : des fêtes hindoues à la fin du mois font exploser la pollution de l'air en raison des pétards et feux d'artifices. Cette tradition est si fortement ancrée chez les habitants qu'il est très difficile de la réguler.

Source : RFI

## **Thaïlande : où en est le conflit mené par les indépendantistes musulmans dans le sud ?**

6 octobre 2019

Le sud de la Thaïlande est le théâtre d'un conflit méconnu entre population à majorité musulmane et autorités bouddhistes, qui a fait près de 7 000 morts depuis une quinzaine d'années. Avec la victoire des anciens militaires aux élections il y a quelques mois, l'état semble s'être resserré autour des indépendantistes musulmans.

Des dirigeants de l'opposition et des universitaires font face ces temps-ci à des accusations de sédition par l'armée.

Ils avaient osé évoquer la possibilité d'une décentralisation de certains pouvoirs dans le sud troublé.

Source : RFI

## **Attentats au Sri Lanka : un rapport parlementaire accable le président**

23 octobre 2019

Au Sri Lanka, un rapport parlementaire sur les attentats, qui avaient fait 269 morts le 21 avril dernier, accable le président Sirisena et la principale agence du renseignement du pays.

Des kamikazes d'une organisation jihadiste locale ont provoqué un carnage le dimanche de Pâques. Le groupe jihadiste État islamique a revendiqué ces attaques.

Selon le rapport, le State Intelligence Service, la principale agence de renseignement srilankais qui travaille directement sous l'autorité du président Sirisena, disposait plus de deux semaines avant les attentats d'informations sur une possible attaque, transmises par l'Inde. Mais elles n'ont pas été partagées avec les services concernés.

Source : RFI

## **Bangladesh : 16 condamnations à mort pour le meurtre d'une jeune femme**

24 octobre 2019

La justice du Bangladesh a condamné à mort jeudi 16 personnes pour le meurtre d'une jeune femme de 19 ans, brûlée vive pour avoir porté plainte pour harcèlement sexuel contre le responsable de son école coranique.

Sa mort en avril avait suscité une vive émotion et déclenché des manifestations. Les 16 accusés, dont le professeur de la jeune fille et trois de ses camarades, étaient jugés depuis juin. La défense a annoncé son intention de faire appel.

Une association locale de défense des droits des femmes a salué une "peine exemplaire", disant espérer qu'elle serait dissuasive sur fond d'augmentation des cas de viol et de harcèlement sexuel au Bangladesh. Selon le groupe, seules 3% des affaires de viol aboutissent à des condamnations dans le pays.

Source : AFP

## **Bangladesh : un message blasphématoire à l'origine de violentes manifestations**

21 octobre 2019

Au moins 4 manifestants ont été tués par la police en marge d'un rassemblement spontané au Bangladesh. La colère est montée après un message publié sur Facebook et jugé blasphématoire.

L'étincelle est un texte publié sur le compte d'un jeune hindouiste, dans lequel il aurait insulté le prophète Mahomet. C'est ce qui aurait poussé 20 000 personnes à sortir dans la rue pour réclamer l'exécution de cet homme, qui n'a pourtant jamais écrit ce message.

Son mot de passe a été piraté et le jeune homme est allé porter plainte au commissariat. Les autorités confirment d'ailleurs l'usurpation d'identité et la cheffe du gouvernement en personne a parlé de manipulation afin de créer l'anarchie dans le pays.

Mais il est trop tard, la rumeur a couru et provoqué l'indignation des musulmans les plus radicaux et, par ricochet, le tir à balles réelles des forces de l'ordre. Et le bilan risque de s'alourdir.

Cette réponse policière très violente provoque un nouveau vent de colère.

Le gouvernement appelle au calme et promet de prendre à bras le corps ce fléau récurrent au Bangladesh : les fausses informations diffusées sans vérification sur internet.



Les émeutes religieuses provoquées par des messages en ligne représentent un casse-tête sécuritaire pour les autorités du Bangladesh, pays dont la population est à 90% musulmane. En 2016, des musulmans avaient attaqué des temples hindous dans l'est du pays, en représailles à un message Facebook moquant selon eux l'un des lieux les plus sacrés de l'islam.

En 2012, des émeutiers musulmans avaient incendié des monastères, maisons et commerces bouddhistes d'un district du sud-est du Bangladesh après qu'un jeune bouddhiste eut publié sur internet une photo considérée comme blasphématoire du Coran.

Sources : RFI, AFP

## **Bangladesh : des réfugiés rohingyas acceptent de partir sur une île**

20 octobre 2019

Des milliers de Rohingyas vivant dans des camps de réfugiés au Bangladesh ont accepté de partir pour une île isolée du golfe du Bengale, ont annoncé les autorités, en dépit des risques d'inondations [lors des moussons](#).

Environ 740.000 Rohingyas ont fui la Birmanie pour le Bangladesh en 2017 pour échapper à une répression militaire massive. Ils ont rejoint les quelque 200.000 réfugiés vivant déjà dans le district bangladais frontalier de Cox's Bazar (sud-est).

Dacca a depuis longtemps fait part de son intention de transférer 100.000 réfugiés musulmans rohingyas des camps de réfugiés surpeuplés, près de la frontière birmane, vers un îlot de vase boueux et isolé du golfe du Bengale.

Le gouvernement du Bangladesh y voit une solution pour résoudre le problème des camps de réfugiés surpeuplés.

L'ONU n'a jusqu'à présent pas fait de déclaration. Des responsables bangladais ont cependant affirmé qu'une délégation des Nations unies se rendra bientôt sur l'île.

Source : AFP

## **Bangladesh : une figure de l'opposition très lourdement condamnée**

23 octobre 2019

L'une des figures de l'opposition au Bangladesh, Harunur Rashid, a été condamnée à cinq ans de prison. Une peine extrêmement lourde prononcée malgré un dossier très léger.

Cette condamnation fait suite à l'acquisition d'une voiture achetée hors taxes en 2005 et revendue en 2007 sans payer d'impôts.

Harunur Rashid est le troisième cadre du BNP, le principal parti d'opposition, mis en cause pour corruption, dont des milliers de militants ont été arrêtés. Après des allégations de fraude et de bourrage d'urnes pendant les législatives, l'opposition accuse aujourd'hui la cheffe du gouvernement, Sheik Hasina, de commanditer ces procédures judiciaires.

Source : RFI

## **Indonésie : le président débute un second mandat sous haute sécurité**

20 octobre 2019

Le président indonésien Joko Widodo, vu comme un musulman modéré, a été investi pour un second mandat lors d'une cérémonie placée sous haute sécurité quelques jours après une tentative d'assassinat du ministre de la Sécurité par des jihadistes présumés.

L'Indonésie est le plus grand pays musulman au monde.

Joko Widodo a pourtant donné des gages aux conservateurs musulmans :

- Son choix du prédicateur Ma'ruf Amin pour être son candidat à la vice-présidence ;
- Une révision du code pénal prévoyant notamment des peines de prison pour les relations sexuelles hors mariage ou entre personnes du même sexe.

Cette révision avait occasionné des manifestations massives d'étudiants en septembre.

Ils manifestaient aussi contre une réforme qui risque d'affaiblir l'agence de lutte contre la corruption.

Trois étudiants avaient été tués dans des émeutes qui ont aussi fait des centaines de blessés.

Le contexte est aussi plus difficile pour Joko Widodo en raison des manifestations et des émeutes contre le racisme dans la reculée Papouasie, qui avaient fait plusieurs dizaines de morts.

Source : AFP

## **Afghanistan : les talibans annoncent la tenue d'une conférence inter-afghane à Pékin**

23 octobre 2019

La Chine, qui s'intéresse aux ressources minérales de l'Afghanistan, organise fin octobre une conférence inter-afghane. Le porte-parole des talibans Suhail Shaheen exclue cependant la participation de représentant de "très haut niveau" du gouvernement, car les talibans nient toute légitimité au pouvoir afghan, qu'ils qualifient régulièrement de "marionnette" des Etats-Unis.

Pékin a déjà accueilli une délégation de talibans en juin, puis à la fin septembre, après la suspension par le président américain Donald Trump des pourparlers avec les insurgés, suite à la mort d'un soldat américain dans un attentat revendiqué par les talibans.

La situation en Afghanistan reste très perturbée, avec l'attente des résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 28 septembre, et une violence qui ne faiblit pas, au contraire.

Les résultats ont été repoussés à une date indéterminée à cause de "questions techniques" selon la Commission électorale.

L'Afghanistan a enregistré un nombre de victimes civiles "sans précédent" au troisième trimestre de l'année, avec 1.174 tués, selon un rapport de l'ONU.

Le 18 octobre un attentat contre une mosquée a fait au moins 70 morts.

Les talibans ayant condamné cet attentat, tout laisse penser qu'il est le fait de l'État islamique.

Les attentats visant des mosquées sunnites, le courant de l'islam dominant en Afghanistan, sont peu fréquents.

Les lieux de culte chiites sont plus souvent ciblés, généralement par le groupe Etat islamique, qui est d'obédience sunnite et considère les chiites comme des infidèles.

Sources : AFP, RFI

## **Le bilan du puissant typhon au Japon s'alourdit à 74 morts**

16 octobre 2019

Le bilan de l'un des plus puissants typhons à avoir jamais frappé le Japon s'est alourdi à 74 morts.

Plus de 100.000 soldats, pompiers, policiers et garde-côtes ont longtemps recherché les personnes piégées par les inondations monstres provoquées par le passage du typhon Hagibis.

Source : Reuters

## **Philippines : campagne de vaccination après une résurgence de la polio**

14 octobre 2019

Les Philippines ont lancé une campagne gouvernementale pour vacciner des millions d'enfants contre la poliomyélite, réapparue en septembre pour la première fois depuis 2001.

Ce pays est marqué par un recul des taux de vaccination et une polémique sur un vaccin contre la dengue.

Déjà frappées début 2019 par des épidémies de rougeole et de dengue qui ont fait plus d'un millier de morts, les Philippines ont détecté en septembre deux cas de polio. En raison de la faible couverture vaccinale dans le pays, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait exprimé sa préoccupation après la résurgence de cette maladie contagieuse.

Source : AFP

## **Corée du Sud : la situation se tend avec la Corée du Nord**

23 octobre 2019

La Corée du Sud renforce son budget militaire, un mois après que la Corée du Nord a affirmé avoir lancé un missile balistique depuis un sous-marin. L'ONU lui interdit pourtant de développer des missiles balistiques.

Néanmoins, le président sud-coréen a appelé la Corée du Nord à reprendre le dialogue, qui est au point mort depuis l'échec du sommet de Hanoï en février entre le président américain et le dirigeant nord-coréen.

Mais Pyongyang reste fâché par les exercices militaires annuels conjoints entre USA et Corée du Sud, ainsi que l'acquisition par Séoul d'avions de chasse américains.

Cerise sur le gâteau de la discorde, la Corée du Nord a ordonné la démolition de bâtiments d'un complexe touristique construit par le Sud.

Kim Jong Un a déclaré que la démolition devait se faire "avec l'accord" de la Corée du Sud, ajoutant que ce complexe, "propriété commune du Nord et du Sud", était "une mauvaise idée". Le bureau présidentiel sud-coréen, a indiqué qu'il "analyserait la position de Pyongyang".

Source : AFP

## **Corée du Sud : le controversé ministre de la Justice Cho Kuk a finalement démissionné**

14 octobre 2019

Après des manifestations massives pour et contre lui, Cho Kuk, ministre de la Justice, a finalement jeté l'éponge en démissionnant.

Cho Kuk est soupçonné de corruption et de malversations, et fait l'objet d'une enquête menée par ses propres procureurs.

Or, il avait justement été nommé par le président Moon Jae-in pour réformer un système judiciaire très politisé : les procureurs disposent de pouvoirs jugés trop étendus et ils ont été accusés dans le passé d'en abuser pour museler l'opposition.

La gauche le soutenait, alors que l'opposition conservatrice demandait sa démission.

Le président Moon Jae-in promet de mener coûte que coûte cette réforme du parquet qui lui tient tant à cœur. Pour cela, il devra se trouver un autre ministre de la Justice.

Source : RFI

## **L'Australie choquée par un reportage sur l'abattage massif de chevaux de course**

18 octobre 2019

Des milliers de chevaux de course à la retraite sont abattus à "une échelle industrielle" en Australie pour le compte du secteur agro-alimentaire, a révélé une enquête journalistique qui a poussé les autorités à réagir.

L'abattage de chevaux de course n'est en soi pas illégal en Australie mais, au terme d'une enquête menée pendant deux ans, la chaîne Australian Broadcasting Corporation (ABC) a affirmé que cette pratique était beaucoup plus répandue que ce que l'on croyait.

Source : AFP

# EURASIE

## **Migrants : en Bosnie, une "jungle" indigne**

*24 octobre 2019*

Dans le campement de Vucjak, près de Bihac, en Bosnie, des migrants survivent. Pour protester contre "l'abandon" de sa ville par l'Etat, le maire a interrompu cette semaine l'approvisionnement en eau et le ramassage des déchets à Vucjak.

Le lendemain, les autorités locales ont livré des citernes d'eau. Mais cette décision d'urgence s'apparente à un pansement sur une jambe de bois, tant Vucjak est devenu un endroit "indigne" selon le qualificatif choisi par l'Union européenne.

Bruxelles, qui a débloqué 34 millions d'euros depuis 2018 pour aider la Bosnie dans la gestion des migrants, demande la construction d'un centre d'accueil. Selon le responsable de la police dans le canton de Bihac, "entre 6.000 et 7.000 migrants" se trouvent dans le canton, alors que la capacité des 4 camps gérés par l'Organisation internationale pour les migrations est de 3.500.

Source : AFP

## **La Grèce en difficulté face aux nombreux migrants**

*16 octobre 2019*

La Grèce a plus de 70.000 demandeurs d'asile, dont près de 33.000 sur les îles égéennes proches de la Turquie.

En 2019, plus de 46.000 migrants sont arrivés en Grèce, selon le HCR.

Même si l'on est encore loin du million de réfugiés échoués sur son sol en 2015, cet afflux relance la question de l'accueil des migrants en Grèce. Les camps déjà surpeuplés des îles égéennes ne pourraient supporter un nouveau déferlement migratoire provoqué par l'offensive turque en Syrie.

Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a réclamé des "technologies" pour identifier les bateaux chargés de migrants avant qu'ils ne quittent les côtes turques ou encore un renforcement de Frontex, l'agence européenne de contrôle aux frontières.

Athènes a déjà prévu de faire retourner en Turquie quelque 10.000 migrants d'ici à 2020. "Quand quelqu'un n'est pas éligible pour l'asile, alors il ou elle doit être renvoyé(e) en Turquie", comme l'autorise l'accord UE-Ankara de mars 2016, a averti le Premier ministre.

Source : AFP

## **Grèce – USA : accord de défense et manifestations**

*5 octobre 2019*

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo, en Grèce pour signer un accord de défense, a estimé que ce pays pouvait être un "pilier de stabilité dans la région", tandis que des milliers de manifestants anti-américains (surtout communistes) protestaient.

Alors que les pressions de la Turquie en Méditerranée orientale se poursuivent et que la défiance croît contre la Turquie, où sont basées d'importantes bases militaires américaines, cette visite vise à renforcer la coopération avec la Grèce, un allié traditionnel et historique des Etats-Unis dans la région, et membre de l'Otan.

Source : AFP

## **Offensive en Syrie : critiqué par Erdogan, le dirigeant de Chypre-Nord se défend**

*14 octobre 2019*

Le dirigeant de Chypre-Nord (uniquement reconnue par la Turquie), qui a critiqué l'opération militaire turque en Syrie, s'est vu menacer de représailles par le président turc Erdogan. Ses critiques ont également suscité une levée de boucliers à Chypre-Nord, qui reste sous l'influence écrasante du "grand frère" turc. Plusieurs députés de l'opposition l'ont appelé à démissionner.

Source : AFP

## **Chypre acquiert 4 drones israéliens sur fond de tensions avec Ankara**

*7 octobre 2019*

### Rappel du contexte

L'île de Chypre est située au sud de la Turquie. Or, de gigantesques gisements gaziers ont été découverts ces dernières années en Méditerranées orientale.

Cela aiguise l'appétit de Chypre, qui rêve de devenir à terme un acteur énergétique majeur.

Mais Chypre est divisée en deux depuis l'invasion du tiers nord de l'île par l'armée turque en 1974 après un coup d'État visant à rattacher l'île à la Grèce.

La République de Chypre, membre de l'Union européenne, n'exerce son autorité que sur les 2/3 sud de l'île.

Au nord se trouve l'autoproclamée République turque de Chypre du Nord (RTCN), parrainée par Ankara et non reconnue par la communauté internationale.

La Turquie s'oppose à toute exploration et exploitation des ressources gazières chypriote qui exclurait le tiers nord de l'île.

### La tension monte

Nicosie a fait l'acquisition de 4 drones israéliens.

Cela afin d'améliorer la surveillance de sa zone économique exclusive (ZEE), où des compagnies internationales mènent des explorations à la recherche d'hydrocarbures.

Les autorités chypriotes ont dénoncé une "grave escalade des violations" de ses droits souverains par la Turquie. Selon Nicosie, la Turquie a envoyé un nouveau navire de forage dans sa ZEE, et plus particulièrement un bloc dont les licences d'exploitation ont déjà été attribuées en septembre par la République de Chypre aux géants énergétiques français et italien.

Ces derniers mois, Ankara a envoyé trois navires de forage au total au large de Chypre malgré des avertissements de Washington et de l'Union européenne, dont Nicosie est membre. L'UE a adopté mi-juillet une série de mesures politiques et financières visant à sanctionner la poursuite de ces forages.

Sources : AFP, RFI

## **Allemagne : Berlin appelle à "la modération" après des heurts entre Turcs et Kurdes**

*15 octobre 2019*

Alors que la Turquie a lancé une offensive (condamnée par Berlin) dans le nord-est de la Syrie contre une milice kurde soutenue par les Occidentaux car ayant combattu Daech, des membres des communautés kurde et turque se sont affrontés en Allemagne.

Le gouvernement allemand a appelé à la modération.

Environ un million de Kurdes vivent en Allemagne, souvent originaires du territoire turc, sur les 2,5 millions de personnes de nationalité ou d'origine turque que compte le pays.

Une montée des tensions entre ces deux communautés est redoutée en Allemagne.

Source : AFP

## **Allemagne : le ralentissement de la croissance n'alarme pas le gouvernement**

*18 octobre 2019*

En raison des incertitudes liées au Brexit et des tensions commerciales mondiales, la croissance ralentit en Allemagne. Cependant, l'État allemand ne craint pas une crise économique.

Les ventes automobiles chutent, surtout en Chine, qui représente 40% des ventes du groupe Volkswagen.

Source : RFI

## **GB : Boris Johnson appelle à des législatives anticipées le 12 décembre**

*24 octobre 2019*

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a appelé jeudi à la tenue d'élections législatives anticipées le 12 décembre en vue de sortir le Brexit de l'impasse, un scrutin qui doit encore recevoir le soutien de l'opposition travailliste.

Boris Johnson a été contraint de demander un report du Brexit de trois mois à l'UE. Les dirigeants européens doivent bientôt donner leur réponse. Selon la future présidente de la

Commission européenne, Ursula von der Leyen, la probabilité que l'Union européenne accepte un nouveau report de la date du départ du Royaume-Uni "semble très bonne".

Le Royaume-Uni, qui s'est prononcé par référendum en juin 2016 pour une sortie de l'UE, devait initialement en partir le 29 mars, une date déjà repoussée à deux reprises.

Les derniers sondages donnent aux conservateurs dix points d'avance sur les travaillistes en cas de législatives anticipées.

Source : AFP

## **Brexit : près de 2 millions d'Européens ont demandé à rester au Royaume-Uni**

*9 octobre 2019*

Près de 2 millions de citoyens européens ont demandé à rester au Royaume-Uni après le Brexit. Cela montre une "inquiétude", selon Nicholas Hatton, fondateur de The3Million, association défendant les intérêts des citoyens européens au Royaume-Uni.

"Quand on fait peur aux gens, les gens s'inquiètent et ils essaient de garantir leur statut, et le gouvernement leur a fait très peur avec le risque de +no deal+", a-t-il déclaré à l'AFP. Le Premier ministre répète que son pays sortira de l'UE le 31 octobre, accord ou non à la clé, et se dit prêt à un "no deal", malgré les conséquences économiques et sociales redoutées.

Au total, plus de 1,5 millions de demandes ont abouti, selon les statistiques officielles, 61% recevant le statut de "résident permanent" ("settled status" en anglais), accordé aux personnes ayant vécu une période continue d'au moins cinq ans, ce qui leur permettra de continuer à travailler et bénéficier de prestations sociales après le Brexit.

Les ressortissants de l'UE ont jusqu'au 31 décembre 2020 pour déposer leur dossier en cas de Brexit dur, ou jusqu'au 30 juin 2021 si un accord de divorce est conclu avec Bruxelles.

Nicholas Hatton s'interroge sur les conséquences pour ceux qui n'auront pas fait les démarches à cette échéance.

Source : AFP

## **Espagne : les manifestations en Catalogne et le dilemme de Pedro Sanchez**

*24 octobre 2019*

Peu après l'annonce de la condamnation de 9 dirigeants séparatistes à de longues peines de prison, en Espagne, 9 nuits durant, manifestations et violences ont fait trembler la Catalogne et le pouvoir central.

Face à cette situation, le chef du gouvernement central Pedro Sánchez se retrouve devant un dilemme : durcir sa position ou se montrer plus flexible.

Et cela à seulement trois semaines des élections législatives.

Une bonne partie de l'opinion, des médias et surtout des partis de droite lui demandent d'agir, de mettre de l'ordre dans la région rebelle.



C'est-à-dire, comme le demande la droite, de mettre la Catalogne sous tutelle et de destituer le séparatiste Quim Torra.

Source : RFI

## **Ukraine : les nationalistes défilent contre la capitulation face à la Russie**

*15 octobre 2019*

L'est de l'Ukraine est toujours divisé par la guerre qui fait rage depuis 2014. Plus de 13 000 personnes y ont perdu la vie, selon l'ONU.

Depuis plusieurs semaines, la France et l'Allemagne font pression sur l'Ukraine, pour relancer les accords de Minsk, et tenter de mettre fin au conflit dans le Donbass.

Le mot qui fâche, en Ukraine, en ce moment, c'est la « formule Steinmeier », un plan franco-allemand de règlement du conflit, qui pour beaucoup d'Ukrainiens, signifie la capitulation face à la Russie.

Tous les ans, des milliers de patriotes, de nationalistes se réunissent pour célébrer les combattants qui se battent pour l'indépendance de l'Ukraine. Cette année, le mot d'ordre, c'est « Non à la formule Steinmeier ». Nombre de soldats, de patriotes, ne font pas confiance au président ukrainien pour s'affirmer comme un défenseur de la nation.

Source : RFI

## **Russie : pression accrue sur l'ONG de l'opposant n°1 à Poutine**

*15 octobre 2019*

L'organisation anti-corruption d'Alexeï Navalny, opposant n°1 à Vladimir Poutine, a été visée par de nombreuses perquisitions, un nouveau coup porté à ce mouvement sur lequel les autorités russes accentuent leur pression.

Le Comité d'enquête a indiqué que les opérations visaient aussi bien des domiciles d'employés que des bureaux de l'organisation dans 30 régions du pays, en raison d'une enquête pour "blanchiment d'argent".

Des "comptes bancaires du FBK (Fonds de lutte contre la corruption, ndlr) ont été gelés", a ajouté le Comité d'enquête.

"Ce n'est plus possible de travailler avec ces bruits de bottes jour après jour", a dénoncé M. Navalny sur son blog, appelant à un soutien financier de ses partisans.

Une semaine auparavant, les autorités avaient accru la pression en classant le FBK "agent de l'étranger", une qualification servant à désigner une organisation bénéficiant du financement d'un autre pays et exerçant une "activité politique".

Ce concept vague a permis de viser de nombreux groupes critiques du pouvoir, les "agents de l'étranger" étant soumis à d'importantes contraintes administratives et financières et faisant l'objet d'une surveillance accrue.

Autre organisation sous pression, l'ONG "mouvement pour les droits de l'Homme" est sous la menace d'une dissolution pure et simple par la justice russe. L'organisation avait été classée "agent de l'étranger" au printemps.

Source : AFP

## **Croatie : mobilisation contre les violences sexuelles après un fait divers sordide**

*19 octobre 2019*

Quatorze manifestations de soutien à une jeune victime de viols en réunion avaient lieu ce 19 octobre en Croatie. La protestation fait suite à l'arrestation, puis la remise en liberté, de cinq très jeunes adultes, accusés d'avoir violé une adolescente d'une quinzaine d'années pendant plus d'un an. Plusieurs milliers de personnes ont réclamé justice et ont exprimé leur colère.

Source : RFI

## **Albanie et Macédoine du Nord recalées de l'adhésion à l'UE**

*18 octobre 2019*

La France, le Danemark et les Pays-Bas se sont opposés à l'adhésion à l'UE de l'Albanie et de la Macédoine du Nord.

Le président français a notamment expliqué que l'UE devait d'abord se réformer pour mieux fonctionner avant de s'élargir.

L'échec de cette perspective d'élargissement a rendu le président de la Commission européenne et le président du Conseil furieux, d'autant plus que la majorité des pays européens y étaient favorables.

De plus, le Premier ministre de Macédoine du Nord a appelé samedi à des élections anticipées.

Source : RFI

## **Les dirigeants des Balkans veulent créer un marché commun d'ici 2021**

*10 octobre 2019*

Les dirigeants albanais, macédonien et serbe, ont annoncé leur intention de créer d'ici 2021 un marché commun dans les Balkans occidentaux, avec libre-circulation des biens et des personnes.

Avec cette initiative, a souligné Zoran Zaev, Premier ministre macédonien, les trois pays veulent envoyer le message que les Balkans ne sont plus "un baril de poudre, mais une région stable vouée au développement économique et à l'intégration européenne".

Source : AFP

## **Réchauffement climatique : la Méditerranée particulièrement touchée**

*11 octobre 2019*

Le MedEcc, un réseau de plus de 600 scientifiques des pays méditerranéens, a rendu public un rapport alertant sur les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique pour les pays méditerranéens, où vivent plus de 500 millions de personnes.

La Méditerranée est l'une des régions les plus touchées par les changements climatiques. À la hausse des températures devrait s'ajouter une réduction des précipitations. Les scientifiques prédisent également une augmentation des épisodes de pluies torrentielles.

Et se pose le problème de l'eau douce : comment donner boire à tout le monde alors que les réserves baissent et que dans le même temps la population continue d'augmenter ? Autre catastrophe annoncée : les récoltes menacées par un appauvrissement des sols ou encore la disparition d'espèces de poissons en raison du réchauffement de la mer.

Source : RFI

## **Le négociant suisse Gunvor condamné pour des pots-de-vin en Afrique**

*18 octobre 2019*

La justice suisse a condamné le négociant en pétrole suisse Gunvor pour des faits de corruption au Congo-Brazzaville et en Côte d'Ivoire. Gunvor a été reconnu coupable de graves défaillances dans son organisation interne et de n'avoir pas empêché la corruption d'agents publics des deux pays africains dans lesquels il achetait des cargaisons de pétrole.

Les scandales des commissions versées notamment en République du Congo ont éclaboussé les proches de Denis Sassou Nguesso, le président congolais. Gunvor a été défaillant, c'est ce qu'affirment les juges suisses.

Plusieurs dizaines de millions de dollars de commissions ont été versées à des proches du régime de Denis Sassou Nguesso entre 2009 et 2012 comme l'a révélé l'enquête menée par la Suisse.

Résultat, Gunvor est condamné à une amende de 4 millions de francs suisses et à une compensation de 90 millions qui correspond aux profits engrangés par le négociant sur ces contrats. Gunvor ne conteste pas le jugement, mais maintient que sa direction n'était pas au courant des agissements de ses employés.

Source : RFI

## **L'UE renforce la protection des lanceurs d'alerte**

*7 octobre 2019*

Les ministres de l'UE ont adopté une directive permettant de protéger les lanceurs d'alerte, qui pourront avertir l'opinion publique d'un scandale financier, sanitaire ou environnemental sans crainte de représailles. Ces nouvelles règles doivent être transposées par les États membres dans leur droit national dans les deux ans.

Des Panama Papers à Cambridge Analytica, de Luxleaks au Dieselgate, une série de scandales ont été dévoilés par ces lanceurs d'alerte, soucieux de mettre au jour un délit ou une menace pour l'intérêt général.

Certaines de ces personnes ont dû ensuite faire face à des pressions voire des poursuites en justice, comme Antoine Deltour, qui avait transmis avec un ex-collègue les documents à l'origine de l'affaire d'optimisation fiscale Luxleaks.

Les nouvelles règles obligent les autorités et les entreprises à réagir aux rapports des lanceurs d'alerte et d'y donner suite dans un délai de 3 mois, et prévoient la protection des personnes qui aident ces lanceurs d'alerte.

Selon une étude réalisée en 2017 pour la Commission, la perte de bénéfices potentiels due à l'absence de protection des lanceurs d'alerte se situerait entre 5,8 et 9,6 milliards d'euros par an pour l'ensemble de l'UE, dans le seul domaine des marchés publics.

Source : AFP